



Rapport financier intermédiaire Deuxième trimestre terminé le 31 décembre 2019

www.h2oinnovation.com
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSXV inc. : HEO
Growth Paris : MNEMO : ALHEO
OTCQX : HEOFF

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est conçu afin de fournir au lecteur une meilleure compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Société, en plus de le renseigner sur la gestion des risques et des ressources. Conformément au règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, les commentaires ci-après ont pour objet de présenter un examen et une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de H₂O Innovation Inc. pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 en comparaison à la période correspondante close le 31 décembre 2018. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, en plus des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 30 juin 2019.

Dans ce rapport de gestion, "H₂O Innovation", la "Société", ou les termes "nous" et "notre" font référence à H₂O Innovation Inc. en tant que groupe ou à chacun des piliers d'affaires, selon le contexte.

Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Des informations additionnelles sur H₂O Innovation, y compris la notice annuelle 2019, sont disponible sur notre site web à l'adresse www.h2oinnovation.com et sur le site SEDAR www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés figurant dans le présent rapport de gestion relatifs aux activités de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basées sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « prévoir », « si », « croire », « continuer », « pourrait », « évaluer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « peut », « planifier », « potentiel », « prédire », « projeter », « devrait » ou « devoir » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment ceux qui font référence au succès de projets. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail des facteurs de risque auxquels la Société est exposée est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la notice annuelle de la Société datée du 24 septembre 2019. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

TABLE DES MATIÈRES

DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ.....	1	MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS	21
FAITS SAILLANTS FINANCIERS.....	3	RÉCLAMATIONS ET LITIGES	24
FAITS MARQUANTS DE LA SOCIÉTÉ.....	3	FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS.....	24
FAITS MARQUANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE.....	4	FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES.....	24
RÉSUMÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE	5	MÉTHODES COMPTABLES	24
SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE.....	6	NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS ADOPTÉES.....	24
CARNET DE COMMANDES (OBLIGATIONS DE PRESTATION RESTANT À REMPLIR)	12	CONTRÔLES ET PROCÉDURES	28
INFORMATION SECTORIELLE.....	13		
LIQUIDITÉ ET RESSOURCES FINANCIÈRES.....	17		

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS ET MESURES IFRS ADDITIONNELLES

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société utilise des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS, tel qu'indiqué ci-dessous. Ces mesures non conformes aux IFRS sont présentées à titre d'informations supplémentaires et doivent être utilisées conjointement avec les mesures financières IFRS présentées dans ce rapport. Bien que ces mesures soient des mesures non conformes aux IFRS, la direction les utilise pour prendre des décisions opérationnelles et stratégiques. Fournir ces informations aux parties prenantes, en plus des mesures définies par les principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), leur permet de voir les résultats de la Société du point de vue de la direction et de mieux comprendre la performance financière, malgré l'impact des mesures définies par les PCGR. La direction utilise les indicateurs non conformes aux IFRS suivants pour mesurer la performance et les liquidités disponibles de la Société:

- Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)
- Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (« BAIIA ajusté »)
- Bénéfice avant les frais administratifs (« EBAC »)
- Dette nette
- Revenus récurrents

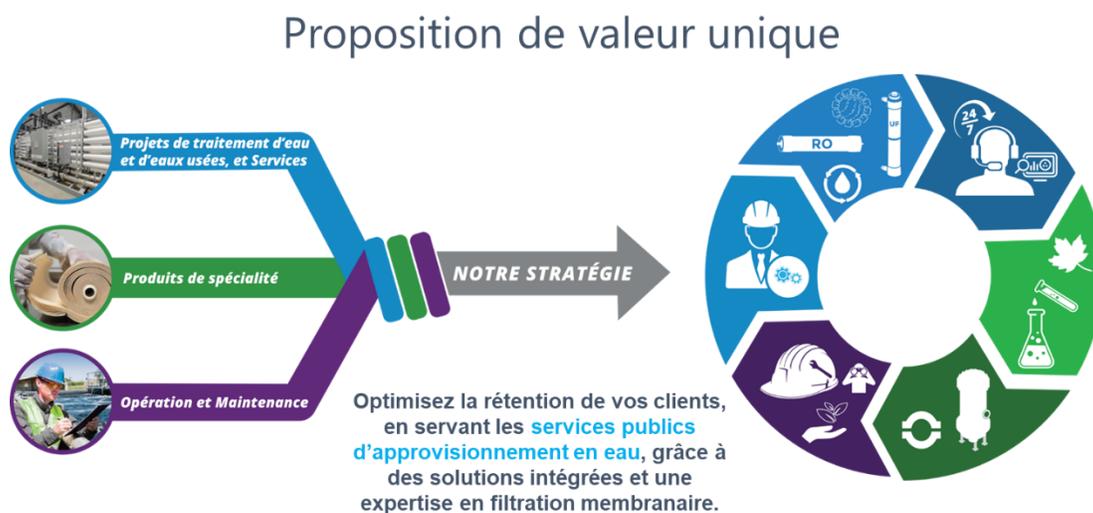
La définition de toutes les mesures non conformes aux IFRS et des mesures supplémentaires selon les IFRS est présentée à la section « Mesures financières non conformes aux IFRS » afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction. De plus, la Société présente un rapprochement de la mesure non conforme aux IFRS à la mesure comparable, calculée conformément aux IFRS, si applicable. Veuillez-vous reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS » à la page 21 du présent rapport de gestion pour une présentation détaillée et un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS utilisées dans le présent rapport de gestion.

DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ

En tant que fournisseur de solutions complètes, H2O Innovation conçoit, fabrique et met en service des systèmes de traitement d'eau à membrane personnalisés et fournit des services d'exploitation et de maintenance ainsi qu'une gamme complète de produits spécialisés tels que produits chimiques, consommables, raccords, raccords flexibles et filtres à cartouches pour plusieurs marchés. La Société conçoit, fabrique et met également en œuvre des solutions numériques telles que son logiciel Intelogx, ses technologies d'automatisation et de contrôle Clearlogx et ses systèmes SCADA. De plus, H2O Innovation fournit une gamme complète d'équipements et de produits de l'étable aux producteurs acéricoles.

Que ce soit pour la production d'eau potable et d'eaux de procédés industriels, le recyclage et la réutilisation de l'eau, le dessalement de l'eau de mer ou le traitement des eaux usées, les solutions mises au point par H2O Innovation combinent la meilleure expertise qui soit aux produits et aux technologies membranaires les plus avancés. Fiables, respectueuses de l'environnement et à la fine pointe de la technologie, les solutions offertes par la Société sont ciblées vers les besoins des clients et visent à rationaliser les coûts pour les utilisateurs, optimiser le processus du traitement d'eau et maximiser l'efficacité, le rendement et la durée de vie des services publics de traitement d'eau et d'eaux usées, notamment les systèmes de traitement, l'équipement de distribution et l'actif connexe.

Tel que l'illustre le schéma ci-dessous, les clients, comme des services publics d'approvisionnement en eau, sont au cœur de l'offre de H2O Innovation. Les solutions intégrées de H2O Innovation combinant sa vaste connaissance de la filtration membranaire, ses produits de spécialité et ses services d'opération et de maintenance en font un joueur de premier plan pour répondre aux besoins que ce client peut avoir et lui assurent une clientèle fidèle.



NOS ACTIVITÉS SOUS LES TROIS PILIERS D'AFFAIRES

Les activités de la Société reposent sur trois piliers d'affaires, comme décrits ci-dessous:

1^{er} PILIER – PROJETS DE TRAITEMENT D'EAU ET D'EAUX USÉES, ET SERVICES (“PROJETS & SERVICES APRÈS-VENTE”)



H₂O Innovation conçoit et fournit des systèmes sur mesure ainsi que des solutions intégrées de traitement d'eau utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, industriels, de l'énergie et des ressources naturelles, des services après-vente ainsi que des solutions digitales (Intelogx^{MC} et Clearlogx^{MD}) pour contrôler et optimiser la performance des systèmes de traitement d'eau.

H₂O Innovation compte maintenant plus de 750 systèmes installés en Amérique du Nord, comprenant toutes les sortes d'application (eau potable, eaux usées, dessalement d'eau de mer, recyclage d'eau, etc.). La Société a également développé ses propres technologies à plateforme ouverte pour les systèmes de traitement d'eau, le FiberFlex^{MC}, et pour les systèmes de traitement d'eaux usées, le flexMBR^{MC}.

2^e PILIER – PRODUITS DE SPÉCIALITÉ

H₂O Innovation offre une gamme complète d'équipement et de produits acéricoles, des produits chimiques de spécialité, des consommables et des produits spécialisés pour l'industrie du traitement d'eau, par l'entremise d'H₂O Innovation Érablière, PWT, Genesys et Piedmont. La Société exporte désormais ses produits de spécialité dans plus de 80 pays.

H₂O Innovation Érablière propose une gamme complète d'équipements dédiés à l'acériculture afin de maximiser la production de sirop d'érable des producteurs tout en réduisant leur consommation d'énergie.



PWT se concentre sur la fabrication et la fourniture de produits chimiques pour l'industrie de la filtration membranaire, avec une ligne de produits développée autour d'un antitartre unique à base de dendrimère pour le contrôle du tartre et de l'encrassement.

Genesys fabrique sa propre gamme de produits chimiques de spécialité pour les membranes d'osmose inverse, incluant des antitartres, des floculants, des biocides et des produits nettoyants.

Piedmont est un leader mondial dans l'équipement anticorrosif pour les usines de dessalement d'eau de mer et offre des raccords flexibles, des filtres à cartouches faits de fibre de verre renforcé (FRP), des filtres autonettoyants à disques et à tamis, des sacs filtrants, des cartouches et des crépines.

3^e PILIER – OPÉRATION ET MAINTENANCE (“O&M”)



H₂O Innovation opère, entretient et répare les systèmes de traitement d'eau et d'eaux usées, l'équipement de distribution et les actifs connexes pour tous ses clients, et s'assure que la qualité de l'eau respecte les exigences réglementaires, par l'entremise d'Utility Partners et Hays Utility South Corporation.

Ensemble, ils emploient 435 employés pour l'opération de plus de 175 usines dans deux provinces canadiennes et onze états américains, principalement sur la côte du Golfe du Mexique, le Sud-Est, le Nord-Est (Nouvelle-Angleterre) et la côte ouest.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2019
Comparativement à la période de trois mois terminée le 31 décembre 2018

Revenus	Revenus récurrents ⁽³⁾	Revenus récurrents ⁽³⁾ (%)	Carnet de commandes consolidé
33,3 M \$	28,0 M \$	84,1 %	142,7 M \$
↑ 3,9 M \$ ou 13,5 %	↑ 7,2 M \$ comparé à 20,8 M \$	↑ comparé à 70,8 %	↓ 3,4 % comparé à 147,7 M \$
Marge bénéficiaire brute ⁽¹⁾	SG&A ⁽²⁾	BAIIA ajusté ⁽³⁾	BAIIA ajusté ⁽³⁾ (%)
24,8 %	17,7 %	2,3 M \$	6,9 %
↑ comparé à 21,3 %	↑ comparé à 16,7 %	↑ 68,0 % comparé à 1,4 M \$	↑ comparé à 4,7 %
Perte nette	Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	Fonds de roulement ⁽⁴⁾	Dettes nettes ^{(3) (4)}
(0,9 M \$)	(0,4 M \$)	13,5 M \$	18,0 M \$
↓ 25,0 % comparé à (1,2 M \$)	↓ 119,4 % comparé à 2,1 M \$	↑ 5,2 % comparé à 12,8 M \$	↑ 84,2 % comparé à 9,8 M \$

⁽¹⁾ Marge bénéficiaire brute avant amortissement.

⁽²⁾ Les SG&A représentent le total des frais généraux d'exploitation, des frais de vente et des frais administratifs.

⁽³⁾ Se référer à la section « Mesures financières non conformes aux IFRS » à la page 21 du présent rapport de gestion.

⁽⁴⁾ En comparaison avec l'exercice financier terminé le 30 juin 2019.

FAITS MARQUANTS DE LA SOCIÉTÉ

Nombre d'employés

665

↑ 1,5 % comparé à 655

Distributeurs par
ligne d'affaires

Érablière - 49
PWT - 24
Genesys - 65
Piedmont - 20

Nombre de contrats d'O&M

78

↓ comparé à 79

FAITS MARQUANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

- Effectif le 15 novembre 2019, H₂O Innovation, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive H₂O Innovation UK Holding Limited, a acquis auprès de tiers indépendants, Genesys Holdings Limited et ses filiales, Genesys Manufacturing Limited, Genesys International Limited et de Genesys North America, LLC (collectivement, « Genesys »), un groupe de sociétés fermées établies au Royaume-Uni qui met au point, fabrique et distribue des produits chimiques membranaires d'osmose inverse (OI) de spécialité, des antitartres, des nettoyeurs, des floculants et des biocides, ainsi qu'une participation de 24 % dans Genesys Membrane Products S.L. détenue par Genesys International Limited. Genesys fournit des produits chimiques et des services à l'industrie des membranes dans près de 70 pays à travers le monde.
- H₂O Innovation a acquis Genesys pour un prix d'achat de 16,9 M £ (28,5 M \$), sans espèces, sans dette, entièrement payé à la date de clôture et sous réserve des ajustements de fonds de roulement habituels. Le prix d'achat a été partiellement financé par un appel public à l'épargne de 13 335 000 unités, chacune donnant droit au détenteur de recevoir une action ordinaire (une « action ordinaire ») et la moitié d'un bon de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription donne à son détenteur le droit d'acheter une action ordinaire de la Société, au prix de 1,40 \$ par bon de souscription. Les unités ont été émises au prix de 1,05 \$ pour un produit brut global d'environ 14,0 M\$.

Le prix d'achat a été partiellement financé par un placement privé, en vertu duquel la Société et les co-preneurs fermes ont conclu des accords de souscription avec certains actionnaires institutionnels pour émettre, sur une base de placement privé, 7 647 619 unités, chacune donnant droit au détenteur de recevoir une action ordinaire et la moitié d'un bon de souscription d'actions ordinaires, pour un produit brut global d'environ 8,03 M\$. Le placement privé s'est produit en même temps que l'offre publique décrite ci-dessus.

Le prix d'achat a également été partiellement financé par un prêt à terme d'un montant de 12,0 M \$, accordé par la Banque Nationale du Canada à titre de prêteur en vertu de la convention de crédit modifiée et réitérée de la Société conclue le 28 octobre 2019 (la « convention de crédit modifiée »). La Société a tiré sur ce prêt à terme le montant nécessaire pour compléter le prix d'achat.

- Au cours du deuxième trimestre de l'année financière 2020, la Société a annoncé qu'Utility Partners, LLC (« UP »), son secteur d'activité fournissant des services d'opération et de maintenance (« O&M ») en Amérique du Nord a récemment renouvelé cinq (3) contrats. Ces contrats ont une valeur totale de 30,1 M \$.

Utility Partners a renouvelé trois (3) contrats municipaux dans les États du Mississippi, du Vermont et du New Hampshire. Le premier contrat a été renouvelé pour une période initiale de six (6) ans, avec trois (3) options de renouvellement de deux (2) ans chacune. Le deuxième contrat a été renouvelé pour une durée de cinq (5) ans, et le troisième pour trois (3) années supplémentaires.

RÉSUMÉ DE L'INFORMATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

(en milliers de dollars canadiens, excepté pour les données par action)

État des résultats	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019		2018		2019		2018	
	\$	% ⁽¹⁾	\$	% ⁽¹⁾	\$	% ⁽¹⁾	\$	% ⁽¹⁾
Revenus par pilier d'affaires								
Projets et Services après-vente	7 384	22,2	11 866	40,4	15 589	25,3	22 138	41,2
Produits de Spécialité	10 375	31,1	5 872	20,0	15 567	25,3	10 078	18,8
Opération et maintenance	15 575	46,7	11 640	39,6	30 401	49,4	21 533	40,1
Revenus totaux	33 334	100,0	29 378	100,0	61 557	100,0	53 749	100,0
Revenus par secteur géographique								
Canada	3 488	10,5	4 561	15,5	7 018	11,4	8 753	16,3
États-Unis	23 040	69,1	22 947	78,1	45 751	74,3	41 075	76,4
Autres	6 806	20,4	1 870	6,4	8 788	14,3	3 921	7,3
Revenus totaux	33 334	100,0	29 378	100,0	61 557	100,0	53 749	100,0
Revenus récurrents ⁽²⁾	28 033	84,1	20 808	70,8	50 672	82,3	37 475	69,7
Coût des marchandises vendues	25 051	75,2	23 134	78,7	46 583	75,7	41 999	78,1
Bénéfice brut avant les frais d'exploitation	8 283	24,8	6 244	21,3	14 974	24,3	11 750	21,9
Frais généraux d'exploitation	1 698	5,1	1 246	4,2	3 083	5,0	2 574	4,8
Frais de vente	2 261	6,8	1 990	6,8	4 126	6,7	3 637	6,8
Frais administratifs	1 937	5,8	1 671	5,7	3 746	6,1	3 072	5,7
Total des frais d'exploitation	5 896	17,7	4 907	16,7	10 955	17,8	9 283	17,3
Amortissements	1 709	5,1	1 081	3,7	3 364	5,5	2 059	3,8
Charges financières - nettes	610	1,8	969	3,3	1 039	1,7	1 500	2,8
Autres (gains) pertes - nettes	(17)	(0,1)	24	0,1	84	0,1	26	0,0
Frais d'acquisition et d'intégration et autres frais	1 291	3,9	403	1,4	1 781	2,9	436	0,8
Perte avant impôts sur le résultat	(1 206)	(3,6)	(1 140)	(3,9)	(2 249)	(3,7)	(1 554)	(2,9)
Impôts sur le résultat	(297)	(0,9)	72	0,2	(304)	(0,5)	(19)	(0,0)
Perte nette pour la période	(909)	(2,7)	(1 212)	(4,1)	(1 945)	(3,2)	(1 535)	(2,9)
Perte nette de base et diluée par action	(0,014)	-	(0,027)	-	(0,033)	-	(0,036)	-
BAlIA ⁽²⁾	1 113	3,3	910	3,1	2 154	3,5	2 005	3,7
BAlIA ajusté ⁽²⁾	2 313	6,9	1 377	4,7	3 916	6,4	2 643	4,9

Situation financière et Flux de Trésorerie	31 décembre		30 juin		Variation	
	2019	2019	2019	2019	\$	%
Trésorerie		\$ 6 467	\$ 6 206	261	4,2	
Dette nette ⁽²⁾		18 018	9 780	8 238	84,2	
Périodes de six mois terminées les 31 décembre	2019	2018				
Trésorerie nette générée par les activités opérationnelles	1 818	2 801	(983)	(35,1)		
Carnet de commande consolidé	142 700	147 700	(5 000)	(3,4)		

⁽¹⁾ % sur les revenus.

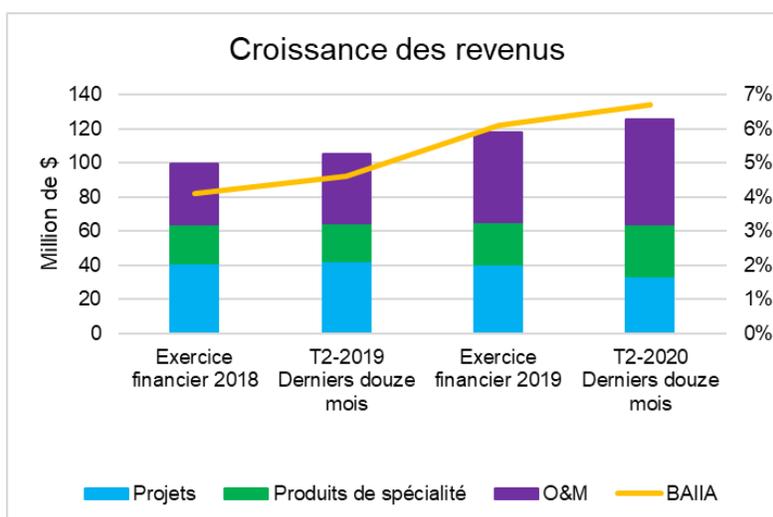
⁽²⁾ Se référer à la section « Mesures financières non conformes aux IFRS » à la page 21 du présent rapport de gestion.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

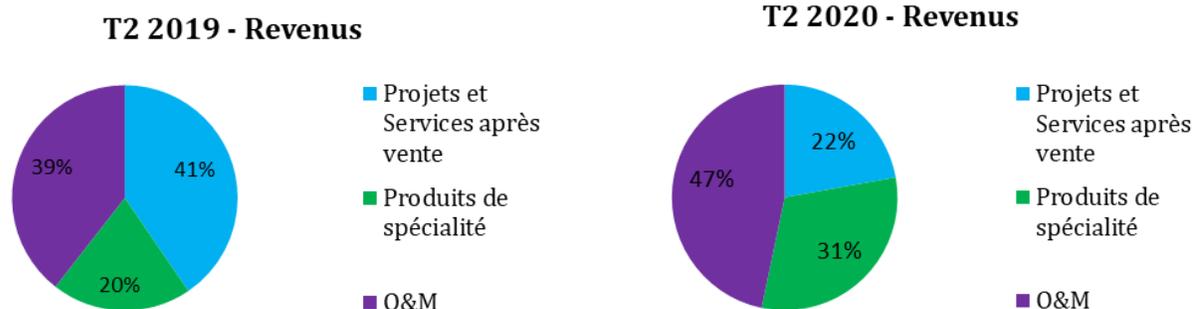
(en milliers de dollars canadien à l'exception des informations sur les actions)	Périodes de trois mois closes les				Derniers douze mois
	31 décembre 2019	30 septembre 2019	30 juin 2019	31 mars 2019	
	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	33 334	28 223	31 884	32 325	125 766
BAIIA	1 113	1 065	1 689	1 945	5 812
BAIIA ajusté	2 313	1 625	2 375	2 196	8 509
BAIIA ajusté sur les revenus	6,9 %	5,8 %	7,4 %	6,8 %	6,8 %
Bénéfice (perte) net(te)	(909)	(1 033)	(1 177)	532	(2 587)
Bénéfice (perte) net(te) de base et dilué(e) par action	(0,014)	(0,019)	(0,021)	0,010	(0,044)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(407)	2 224	3 204	(244)	4 777

(en milliers de dollars canadien à l'exception des informations sur les actions)	Périodes de trois mois closes les				Derniers douze mois
	31 décembre 2018	30 septembre 2018	30 juin 2018	31 mars 2018	
	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	29 378	24 371	24 536	26 695	104 980
BAIIA	910	1 094	635	927	3 566
BAIIA ajusté	1 377	1 265	1 099	1 079	4 820
BAIIA ajusté sur les revenus	4,7 %	5,2 %	4,5 %	4,0 %	4,6 %
Perte nette	(1 212)	(323)	(1 007)	(12)	(2 554)
Perte nette de base et diluée par action	(0,027)	(0,008)	(0,025)	(0,000)	(0,060)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	2 103	698	(1 987)	2 124	2 938

La croissance notable de la Société et la capacité d'adaptation du modèle d'affaire au cours des dernières années sont reflétées sur une base des douze derniers mois. Les revenus des douze derniers mois présentent une augmentation de 19,8 % par rapport aux douze mois précédents, ce qui témoigne de la croissance interne et par acquisitions de la Société. De plus, le BAIIA ajusté est passé de 4,8 M \$, ou 4,6 % des revenus, à 8,5 M \$, ou 6,8 % des revenus au cours des douze derniers mois, représentant une amélioration de 76,5 % sur une période de douze mois.



REVENUS CONSOLIDÉS



Les revenus consolidés de nos trois piliers d'affaires pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2019 ont augmenté de 3,9 M \$, ou 13,5 %, pour atteindre 33,3 M \$ comparativement à 29,4 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice précédent. Cette augmentation globale est principalement attribuable à l'acquisition de Genesys au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020, qui a généré des revenus de 1,6 M \$ au cours de ce trimestre. La croissance s'explique également par l'augmentation de 2,9 M \$ provenant des Produits de Spécialité et de 4,0 M \$ provenant de l'O&M, atténué par la diminution des revenus provenant de Projets et Services après-vente de 4,5 M \$. Hays, filiale acquise le 1^{er} décembre 2018, a contribué pour 5,3 M \$ aux revenus du deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 1,5 M \$ pour le même trimestre de l'exercice financier 2019. L'augmentation correspond à notre plan d'affaires visant à accroître d'abord les Produits de spécialité et l'O&M, ainsi qu'à prioriser les projets ayant une marge bénéficiaire plus élevée, ce qui alimente les opportunités pour les autres piliers d'affaires.

Notre modèle d'affaire nous permet de gagner en prévisibilité et, grâce à notre offre intégrée combinant la conception et la fabrication de systèmes à O&M et aux Produits de Spécialité, nous entretenons des relations à long terme avec nos clients. Par conséquent, nos ventes récurrentes ont tendance à augmenter continuellement à mesure que nous mettons en service de nouveaux systèmes et que nous ajoutons de nouveaux contrats d'O&M. De plus, avec l'ajout de Hays au pilier d'affaires O&M, de nouvelles opportunités s'ouvrent sur un marché géographique stratégique tel que l'État du Texas.

Avec trois piliers d'affaires solides, la Société est très bien équilibrée et ne dépend pas d'une source de revenus unique. Les revenus provenant des Services après-vente, des Produits de Spécialité et d'O&M étant plus stables, la stratégie de croissance de ces revenus se révèle efficace, car elle réduit la volatilité associée aux revenus de la division Projets et accroît ainsi la prévisibilité du modèle commercial de la Société. Afin de renforcer son modèle d'affaire, la Société a fait l'acquisition de Genesys, spécialisé dans la mise au point et la fabrication de produits chimiques de spécialité destinés au traitement de l'eau. Cette transaction contribuera à renforcer le pilier d'affaires Produits de Spécialité à bien des égards. Cela permettra à la Société de constituer un solide portefeuille de produits en combinant les forces de la technologie de phosphonate et de la chimie du dendrimère. Cette offre de produits étendue et diversifiée devrait permettre à H₂O Innovation de couvrir un plus large éventail d'applications liées à la filtration membranaire, et ainsi, d'améliorer les ventes de ses produits chimiques de spécialité. Deuxièmement, il nous permettra de construire l'une des plus grandes plateformes de distribution composée de près de 100 distributeurs revendant nos produits chimiques de spécialité. Enfin, l'acquisition de Genesys nous permettra de maximiser nos capacités de fabrication afin d'assurer la fabrication continue et la fourniture de produits chimiques de spécialité à nos clients. Il nous permettra également d'éviter certains tarifs commerciaux en place et de réduire certains coûts de transport pour les clients à proximité de nos installations de fabrication (Royaume-Uni ou Californie).

Notre expertise en matière de conception, d'ingénierie et de fabrication de systèmes membranaires combinée à notre offre de produits de spécialité nous permet de proposer à nos clients une offre de valeur ajoutée, intégrée et unique. Comme cette offre de valeur permet à nos clients de réduire leurs frais d'exploitation, elle procure également un avantage concurrentiel unique à la Société et une approche responsable pour nos clients industriels ou municipaux.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2019, les revenus récurrents ont représenté 84,1 % des revenus totaux de la Société, comparativement à 70,8 % pour le trimestre comparable de l'exercice précédent. Les Services après-vente, Produits de Spécialité et O&M ont également contribué à renforcer les relations à long terme avec les clients de Projets, ce qui supporte la décision d'investir dans le développement et la croissance de ces piliers. La Société dispose d'une plate-forme pour saisir les opportunités de vente croisée, où un pilier nourrira les autres. Dans l'ensemble, nos trois piliers d'affaires constituent un modèle d'affaires unique et responsable pour mieux servir nos clients actuels et futurs.

MARGE BÉNÉFICIAIRE BRUTE AVANT AMORTISSEMENT

(En milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Marge bénéficiaire brute avant amortissement	8 283	6 244	2 039	32,7	14 974	11 750	3 224	27,4
Marge bénéficiaire brute avant amortissement (%)	24,8 %	21,3 %	-	-	24,3 %	21,9 %	-	-

La marge bénéficiaire brute avant amortissement a augmenté pour atteindre 8,3 M \$, ou 24,8 %, pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 6,2 M \$, ou 21,3 %, pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 2,1 M \$, ou 32,7 %. L'augmentation de la marge bénéficiaire brute consolidé provient de l'augmentation des revenus du pilier d'affaires Produits de spécialité, caractérisé par des marges bénéficiaires brutes plus élevées. Ces ventes à marge plus élevée, positivement affectées par l'acquisition de Genesys et la forte croissance de la ligne d'affaires Piedmont, ont contribué de manière significative à l'augmentation de la marge bénéficiaire brute avant amortissement au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020. L'augmentation de la marge bénéficiaire brute est également supportée par l'amélioration de la marge bénéficiaire de la ligne d'affaires de Projets et Services Après-Vente. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location* a réduit le coût des marchandises vendues de 0,1 M \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020.

La marge bénéficiaire brute avant amortissement a augmenté pour atteindre 15,0 M \$, ou 24,3 %, pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 11,8 M \$, ou 21,9 %, pour la période comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 3,2 M \$, ou 27,4 %. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location* a réduit le coût des marchandises vendues de 0,3 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019.

FRAIS D'EXPLOITATION (« SG&A »)

(En milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019	2018	Variation		2018	2019	Variation	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Frais généraux d'exploitation	1 698	1 246	452	36,3	3 083	2 574	509	19,8
Frais de vente	2 261	1 990	271	13,6	4 126	3 637	489	13,4
Frais administratifs	1 937	1 671	266	15,9	3 746	3 072	674	21,9
Total des frais d'exploitation	5 896	4 907	989	20,2	10 955	9 283	1 672	18,0

Les frais d'exploitation de la Société ont atteint 5,9 M \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 4,9 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 1,0 M \$, ou 20,2 %, tandis que les revenus de la Société ont augmentés de 13,5 %. L'acquisition de Genesys au cours du deuxième trimestre a contribué à 0,3 M \$ de l'augmentation. L'acquisition de Hays le 1^{er} décembre 2018 a contribué à hauteur de 0,3 M \$ aux frais d'exploitation pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 0,2 M \$ pour la même période de l'exercice précédent. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location*

a réduit les frais d'exploitation de 0,2 M \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, les dépenses de loyers ayant été reclassées dans l'amortissement.

Les frais d'exploitation de la Société ont atteint 11,0 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 9,3 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 1,7 M \$, ou 18,0 %, tandis que les revenus de la Société ont augmentés de 14,5 %. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location* a réduit les frais d'exploitation de 0,4 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019. L'acquisition de Genesys au deuxième trimestre a également contribué à hauteur de 0,3 M\$ à cette augmentation. L'acquisition de Hays le 1^{er} décembre 2018 a contribué à 0,4 M \$ des frais d'exploitation pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 0,2 M \$ pour la même période de l'exercice précédent.

Les frais généraux d'exploitation ont atteint 1,7 M \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 1,2 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 0,5 M \$, ou 36,3 %. De cette augmentation, l'acquisition de Genesys a contribué à \$0.1 M des frais généraux d'exploitation du trimestre. Hays a ajouté 0,2 M \$ puisque l'acquisition a eu lieu le 1^{er} décembre 2018. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location* a réduit les frais généraux d'exploitation de 0,09 M \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020.

Les frais généraux d'exploitation ont atteint 3,1 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 2,6 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 0,5 M \$, ou 19,8 %. L'acquisition de Genesys et Hays a contribué à hauteur de 0,4 M \$ à cette augmentation. De plus, de nouvelles embauches étaient nécessaires pour soutenir la croissance importante la ligne d'affaires Piedmont. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location* a réduit les frais généraux d'exploitation de 0,2 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019.

Les frais de vente ont atteint 2,3 M \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 2,0 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 0,3 M \$, ou 13,6 %. Les frais de vente sont liés aux commandes et aux revenus, mais ne varient pas proportionnellement. Cette augmentation est expliquée par l'augmentation des revenus, affectant le niveau de commissions enregistrées. L'acquisition de Genesys au cours du deuxième trimestre a également contribué à 0,1 M \$ de l'augmentation. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location* a réduit les frais de vente de 0,06 M \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020.

Les frais de vente ont atteint 4,1 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 3,6 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 0,5 M \$, ou 13,4 %. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location* a réduit les frais de vente de 0,1 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019.

Les frais administratifs ont atteint 1,9 M \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 1,7 M \$ pour l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 0,2 M \$, ou 15,9 %. L'acquisition de Genesys le 15 novembre 2019 a contribué à \$0.1 M de cette augmentation, en plus des embauches dans l'équipe administrative afin de supporter la croissance. La création d'un nouveau service d'approvisionnement a contribué à hauteur de 0,1 M \$ à cette augmentation. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location* a réduit les frais administratifs de 0,05 M \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020.

Les frais administratifs ont atteint 3,7 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 3,1 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 0,6 M \$, ou 21,9 %. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location* a réduit les frais administratifs de 0,1 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019.

FRAIS D'ACQUISITION ET D'INTÉGRATION

(En milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Frais d'acquisition et d'intégration	1 291	403	888	220,3	1 781	436	1 345	308,5

Les frais d'acquisition, d'intégration and les autres coûts ont atteint 1,3 M \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 0,4 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 0,9 M \$, ou 220,3 %. Pour l'exercice 2019, les frais d'acquisition et d'intégration étaient liés à l'acquisition de Hays. La variation est principalement attribuable à l'augmentation inhabituelle des frais de transaction encourus dans le cadre de l'acquisition de Genesys en raison de la complexité de la transaction, du prospectus simplifié et de la nouvelle juridiction (Royaume-Uni).

Les frais d'acquisition, d'intégration and les autres coûts ont atteint 1,8 M \$ au cours de la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 0,4 M \$ pour la même période de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 1,4 M \$, ou 308,5 %.

CHARGES FINANCIÈRES - NETTES

(En milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Produits financiers	(15)	(10)	(5)	50,0	(29)	(17)	(12)	70,6
Charges financières	625	979	(354)	(36,2)	1 068	1 517	(449)	(29,6)
Charges financières - nettes	610	969	(359)	(37,0)	1 039	1 500	(461)	(30,7)

Les charges financières - nettes ont atteint 0,6 M \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020 comparativement à 1,0 M \$ pour la période comparative de l'exercice précédent, soit une diminution de 37,0 %. L'augmentation des intérêts sur les passifs liés aux contrats de location découlant de l'adoption de la norme IFRS 16 - *Contrats de location* a contribué aux charges financières à hauteur de 0,1 M \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020.

Les charges financières - nettes ont atteint 1,0 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019 comparativement à 1,5 M \$ pour la période comparative de l'exercice précédent, soit une diminution de 30,7 %. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2019, la Société a conclu une entente de crédit avec un nouveau prêteur et a engagé des frais financiers non récurrents de 0,6 M \$. Toutefois, l'augmentation des intérêts sur les passifs liés aux contrats de location découlant de l'adoption de la norme IFRS 16 - *Contrats de location* a contribué aux charges financières à hauteur de 0,2 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019.

Afin d'atténuer son risque de crédit et d'augmenter sa capacité d'emprunt, la Société assure une partie de ses comptes débiteurs au moyen de la couverture d'assurance d'EDC, aux termes de laquelle elle a donné l'ordre de verser tout le produit de l'assurance à la banque. Les primes d'assurance sont comptabilisées dans les charges financières.

BAIIA AJUSTÉ

(En milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
BAIIA	1 113	910	203	22,3	2 154	2 005	149	7,4
BAIIA ajusté	2 313	1 377	936	68,0	3 916	2 643	1 273	48,2
BAIIA ajusté (%)	6,9 %	4,7 %	-	-	6,4 %	4,9 %	-	-

Le BAIIA ajusté de la Société a augmenté de 0,9 M \$, ou 68,0 %, pour atteindre 2,3 M \$ au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 1,4 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier 2019. Le % de BAIIA ajusté s'est amélioré et a atteint 6,9 % pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 4,7 % pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent. L'amélioration du BAIIA ajusté découle de l'augmentation de nos revenus consolidés ainsi que de l'amélioration de la marge bénéficiaire brute avant amortissement, compensé par l'augmentation des frais d'exploitation. De plus, l'adoption de IFRS 16 - *Contrats de location* le 1er juillet 2019 a contribué à réduire de 0,3 M \$ les charges de location du trimestre. Excluant l'ajustement de l'IFRS 16 - *Contrats de location*, le BAIIA ajusté aurait été de 6,0 %.

Le BAIIA ajusté de la Société a augmenté de 1,3 M \$, ou 48,2 %, pour atteindre 3,9 M \$ au cours de la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 2,6 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier 2019. Le % de BAIIA ajusté s'est amélioré et a atteint 6,4 % pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 4,9 % pour le même trimestre de l'exercice financier précédent. Excluant l'ajustement de l'IFRS 16 - *Contrats de location*, le BAIIA ajusté aurait été de 5,3 %.

PERTE NETTE

(En milliers de dollars canadiens, excepté pour les données par action)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Perte nette	(909)	(1 212)	303	25,0	(1 945)	(1 535)	(410)	(26,7)
Perte nette de base et diluée par action	(0,014)	(0,027)	0,013	-	(0,033)	(0,036)	0,003	-

La perte nette s'est élevée à (0,9 M \$) ou (0,014 \$) par action pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, contre une perte nette de (1,2 M \$) ou (0,027 \$) par action pour le trimestre comparable de l'exercice financier 2019. La variation de la perte nette a été affectée par le niveau plus élevé des revenus provenant de Produits de spécialité, ayant une marge bénéficiaire brute élevée avant amortissement. La perte nette est principalement dû au frais d'acquisition et d'intégration de 1,3 M \$ liés à l'acquisition de Genesys.

La perte nette s'est élevée à (1,9 M \$) ou (0,033 \$) par action pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, contre une perte nette de (1,5 M \$) ou (0,036 \$) par action pour la période comparable de l'exercice financier 2019. La variation de la perte nette est principalement due aux coûts d'acquisition, d'intégration et autres coûts connexes pour un montant de 1,8 M \$, et à l'augmentation de l'amortissement. L'augmentation de l'amortissement provient principalement de l'augmentation du niveau des actifs incorporels acquis par l'entremise de Hays au cours du deuxième trimestre de l'exercice précédent et de l'adoption de l'IFRS 16 - *Contrats de location*, ce qui a engendré une charge d'amortissement des actifs au titre des droits d'utilisation à l'égard de contrats de location.

CARNET DE COMMANDES (OBLIGATIONS DE PRESTATION RESTANT À REMPLIR)

Le carnet de commandes est défini comme un indicateur prospectif des revenus prévus qui seront comptabilisés par la Société, établis en fonction des contrats octroyés considérés comme des commandes fermes et correspondant au prix de transaction réparti entre les obligations de prestation restant à remplir. La direction pourrait devoir effectuer des estimations quant aux revenus qui seront tirés de certains contrats.

Au 31 décembre 2019, le carnet de commandes combiné de Projets et d'O&M s'élevait à 142,7 M \$, contre 147,7 M \$ au 31 décembre 2018. Ce carnet de commandes combiné donne une excellente visibilité sur les revenus des prochains trimestres de l'année financière 2020 et pour l'avenir. Le modèle d'affaires développé au cours des dernières années se traduit également par un carnet de commandes de qualité, bien équilibré entre les contrats des piliers d'affaires O&M et Projets.

(en milliers de dollars canadiens)	Aux 31 décembre			
	2019	2018	Variation	
	\$	\$	\$	%
Projets	37 700	52 500	(14 800)	(28,2)
O&M ⁽¹⁾	105 000	95 200	9 800	10,3
Carnet de commandes combiné	142 700	147 700	(5 000)	(3,4)

⁽¹⁾ Le carnet de commandes d'O&M comprend exclusivement les contrats de la ligne d'affaires d'Utility Partners. L'acquisition en décembre 2018 de Hays Utility South Corporation n'a pas eu d'incidence sur le carnet de commande, puisque les contrats sont à durée indéterminée et donc, ils ne se qualifient pas comme des obligations de prestation restant à remplir.

Le pilier d'affaires Projets et Services après-vente affiche une diminution de 28,2 %, tout en conservant un carnet de commandes de qualité avec une meilleure diversification des projets. L'objectif de ce pilier d'affaires est d'améliorer la marge bénéficiaire brute avant amortissement avant d'accroître les revenus. Le carnet de commandes de Projets est bien équilibré, avec une meilleure diversification du portefeuille entre les projets de traitement d'eau et d'eaux usées: 41,7 % des projets se rapportaient au traitement d'eaux usées au 31 décembre 2019, comparativement à 32,7 % au 31 décembre 2018. Une diversification est également observée entre les projets industriels et municipaux, les projets industriels représentant 30,0 % des projets au 31 décembre 2019, contre 38,8 % au 31 décembre 2018. Les projets de traitement d'eaux usées et industriels se caractérisent généralement par une meilleure marge bénéficiaire brute, en plus de réduire le risque lié à la concentration sur un marché unique.

Le carnet de commande du pilier d'affaires O&M s'élevait à 105,0 M \$ au 31 décembre 2019, soit une augmentation de 10,3 % comparativement à un carnet de commande de 95,2 M \$ au 31 décembre 2018, et provient principalement de renouvellements de trois (3) contrats à long terme avec des clients existants, ainsi que l'élargissement de la portée des services.

INFORMATION SECTORIELLE

Tel que mentionné dans la section « Nos activités sous les trois piliers d'affaires », la direction analyse les résultats de la Société par pilier d'affaires. La Société évalue la performance financière en utilisant le bénéfice avant les dépenses administratives (« EBAC »). L'EBAC est une mesure non définie par les IFRS. Se référer à la section « Mesures financières non conformes aux IFRS » à la page 21 du présent rapport de gestion.

Effectif le 1^{er} avril 2019, la Société a entamé un réaménagement stratégique de sa structure organisationnelle. À la suite de ce réaménagement stratégique de sa structure organisationnelle, la Société a réévalué sa structure d'information financière sectorielle et, à compter du quatrième trimestre de l'exercice financier 2019, elle compte trois nouveaux secteurs d'information financière : i) les projets de traitement d'eau et des eaux usées, et services (« Projets et Services après-vente »); ii) les produits de spécialité, qui incluent une gamme complète d'équipement et de produits acériques, de produits chimiques de spécialité, de produits consommables et de produits spécialisés pour l'industrie du traitement de l'eau (raccords flexibles et filtres à cartouches) (« Produits de spécialité »); et iii) les services d'opération et de maintenance dédiés aux systèmes de traitement de l'eau et des eaux usées (« O&M »).

Avant le réaménagement stratégique de sa structure organisationnelle, la Société exerçait ses activités par l'entremise d'un seul secteur isolable, lequel offrait des systèmes de traitement d'eau et d'eaux usées, ainsi que des produits et services s'y rapportant.

Les tableaux suivants résument les revenus de la Société et l'EBAC par pilier d'affaires pour les périodes de trois mois et les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2019 et 2018 :

PROJETS ET SERVICES APRÈS-VENTE

(en milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus provenant de Projets et Services après-vente	7 384	11 866	(4 482)	(37,8)	15 589	22 138	(6 549)	(29,6)
Coût des marchandises vendues	5 926	10 109	(4 183)	(41,4)	12 466	18 337	(5 871)	(32,0)
Bénéfice brut ¹	1 458	1 757	(299)	(17,0)	3 123	3 801	(678)	(17,8)
Bénéfice brut ¹ (%)	19,7 %	14,8 %	-	-	20,0 %	17,2 %	-	-
Frais généraux d'exploitation	209	162	47	29,0	411	370	41	11,1
Frais de vente	898	880	18	2,0	1 712	1 616	96	5,9
EBAC ² provenant de Projets et Services après-vente	351	715	(364)	(50,9)	1 000	1 815	(815)	(44,9)
EBAC ² sur les revenus de Projets et Services après-vente	4,8 %	6,0 %	-	-	6,4 %	8,2 %	-	-

Le pilier d'affaires Projets et Services après-vente affiche des revenus de 7,4 M \$ au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 11,9 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, soit une diminution de ses revenus de 4,5 M \$, ou 37,8 %. Cette diminution est dû à la stratégie d'améliorer la marge bénéficiaire brute avant amortissement de ce pilier d'affaires, la direction étant sélective sur les soumissions de projets, avant d'accroître les revenus. Le pilier d'affaires Projets et Services après-vente affiche des revenus de 15,6 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 22,1 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, soit une diminution de ses revenus de 6,5 M \$, ou 29,6 %.

¹ Bénéfice brut présenté avant les frais d'exploitation.

² Se référer à la section « Mesures financières non conformes aux IFRS » à la page 21 du présent rapport de gestion.

La marge bénéficiaire brute avant les frais d'exploitation de ce pilier d'affaires s'élève à 1,5 M \$, ou 19,7 % pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 1,8 M \$, ou 14,8 % pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, soit une diminution de 0,3 M \$, ou 17,0 %, mais une amélioration en terme de % sur les revenus. La marge bénéficiaire brute avant les frais d'exploitation de ce pilier d'affaires s'élève à 3,1 M \$, ou 20,0 % pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 3,8 M \$, ou 17,2 % pour la période comparable de l'exercice financier précédent, soit une diminution de 0,7 M \$, ou 17,8 %.

Les frais généraux d'exploitation et les frais de vente ont atteint 1,1 M \$ au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, contre 1,0 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 0,1 M \$. Les frais généraux d'exploitation et les frais de vente ont atteint 2,1 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, contre 2,0 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 0,1 M \$. Cette augmentation des dépenses est attribuable à l'ajout de vendeurs Services après-vente et d'ingénieurs de processus pour soutenir la croissance de l'activité du traitement des eaux usées.

L'EBAC du pilier Projets et Services après-vente a atteint 0,4 M \$ au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 0,7 M \$ au trimestre comparable de l'exercice financier précédent, soit une diminution de 0,3 M \$, ou 50,9 %. Cette diminution est attribuable au niveau inférieur de revenus reconnus pendant le trimestre, comparativement au trimestre comparable de l'exercice financier précédent, bien que la structure de coût demeure la même. L'EBAC du pilier Projets et Services après-vente a atteint 1,0 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 1,8 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, soit une diminution de 0,8 M \$, ou 44,9 %.

PRODUITS DE SPÉCIALITÉ

(en milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus provenant de Produits de spécialité	10 375	5 872	4 503	76,7	15 567	10 078	5 489	54,5
Coût des marchandises vendues	6 329	3 564	2 765	77,6	9 305	5 880	3 425	58,2
Bénéfice brut ¹	4 046	2 308	1 738	75,3	6 262	4 198	2 064	49,2
Bénéfice brut ¹ (%)	39,0 %	39,3 %	-	-	40,2 %	41,7 %	-	-
Frais généraux d'exploitation	842	629	213	33,9	1 436	1 293	143	11,1
Frais de vente	974	807	167	20,7	1 643	1 386	257	18,5
EBAC ² provenant de Produits de spécialité	2 230	872	1 358	155,7	3 183	1 519	1 664	109,5
EBAC ² sur les revenus de Produits de spécialité	21,5 %	14,9 %	-	-	20,4 %	15,1 %	-	-

Les revenus du pilier Produits de spécialité, y compris les revenus provenant de la vente d'équipement et de produits de l'éclairage, de produits chimiques spécialisés, de consommables et de composantes spécialisées pour l'industrie du traitement de l'eau, sont de nature récurrente. Les revenus ont atteint 10,4 M \$ au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 5,9 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 4,5 M \$, ou 76,7 %. De cette augmentation de 4,5 M \$, 1,6 M \$ est attribuable à l'acquisition de Genesys et représente 1,5 mois de revenus suite à l'acquisition de Genesys le 15 novembre 2019. L'augmentation des revenus de ce pilier d'affaires est liée aux activités de Piedmont, dont des commandes importantes ont été livrées au cours de ce

¹ Bénéfice brut présenté avant les frais d'exploitation

² Se référer à la section « Mesures financières non conformes aux IFRS » à la page 21 du présent rapport de gestion.

trimestre. Les ventes de la ligne d'affaires Érablière ont également contribué à cette augmentation puisque les producteurs de sirop d'érable se préparent pour la prochaine saison de récolte. Les producteurs de sirop d'érable ont connu une bonne année, entraînant une hausse de leur production et donc, augmentant ainsi les investissements consacrés à l'achat de nouveaux équipements. Les revenus ont atteint 15,6 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 10,1 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 5,5 M \$, ou 54,5 %.

La marge bénéficiaire brute avant les frais d'exploitation de ce pilier d'affaires s'élève à 4,0 M \$, ou 39,0 % pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 2,3 M \$, ou 39,3 % pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 1,7 M \$, mais une diminution de la marge bénéficiaire brute en %. La marge bénéficiaire brute a augmenté de 75 %, de même que les revenus ont augmentés de 76,7 % pendant La marge bénéficiaire brute avant les frais d'exploitation de ce pilier d'affaires s'élève à 6,3 M \$, ou 40,2 % pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 4,2 M \$, ou 41,7 % pour la période comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 2,1 M \$, mais une diminution de la marge bénéficiaire brute en %. Cette variation est principalement attribuable à la composition des activités au sein de ce pilier d'affaires, avec un niveau plus élevé de revenus provenant des lignes d'affaires Piedmont et Maple.

Les frais généraux d'exploitation et les frais de vente ont atteint 1,8 M \$ au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, contre 1,4 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent. L'acquisition de Genesys a contribué à 0,3 M \$ de l'augmentation. Les frais généraux d'exploitation et les frais de vente ont atteint 3,1 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, contre 2,7 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent.

L'EBAC du pilier Produits de spécialité a atteint 2,2 M \$ au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 0,9 M \$ au trimestre comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 1,3 M \$, ou 155,7 %. L'EBAC du pilier Produits de spécialité a atteint 3,2 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 1,5 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 1,7 M \$, ou 109,5 %.

O&M

(en milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus provenant d'O&M	15 575	11 640	3 935	33,8	30 401	21 533	8 868	41,2
Coût des marchandises vendues	12 796	9 461	3 335	35,2	24 812	17 782	7 030	39,5
Bénéfice brut ¹	2 779	2 179	600	27,5	5 589	3 751	1 838	49,0
Bénéfice brut ¹ (%)	17,8 %	18,7 %	-	-	18,4 %	17,4 %	-	-
Frais généraux d'exploitation	647	455	192	42,2	1 236	911	325	35,7
Frais de vente	389	303	86	28,4	771	635	136	21,4
EBAC ² provenant d'O&M	1 743	1 421	322	22,7	3 582	2 205	1 377	62,4
EBAC ² sur les revenus provenant d'O&M	11,2 %	12,2 %	-	-	11,8 %	10,2 %	-	-

Les revenus du pilier d'affaires O&M ont atteint 15,6 M \$ au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 11,6 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 4,0 M \$, ou 33,8 %. Hays, une filiale acquise au cours du deuxième trimestre de l'exercice précédent, a contribué pour 5,3 M \$ aux revenus de ce pilier d'activité au cours du trimestre, comparativement à 1,5 M \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2019. Les revenus du pilier d'affaires O&M ont atteint 30,4 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 21,5 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 8,9 M \$, ou 41,2 %.

La marge bénéficiaire brute avant les frais d'exploitation s'élève à 2,8 M \$, ou 17,8 % pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 2,2 M \$, ou 18,7 % pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 0,6 M \$, ou 27,5 %. La marge bénéficiaire brute avant les frais d'exploitation s'élève à 5,6 M \$, ou 18,4 % Pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 3,8 M \$, ou 17,4 % pour la période comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 1,8 M \$, ou 49,0 %.

Les frais généraux d'exploitation et les frais de vente s'élèvent à 1,0 M \$ au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, contre 0,8 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 0,2 M \$. Les frais généraux d'exploitation et les frais de vente s'élèvent à 2,0 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, contre 1,5 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, représentant une augmentation de 0,5 M \$.

L'EBAC du pilier O&M a atteint 1,7 M \$ au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à 1,4 M \$ au trimestre comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 0,3 M \$, ou 22,7 %. L'EBAC du pilier O&M a atteint 3,6 M \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à 2,2 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent, soit une augmentation de 1,4 M \$, ou 62,4 %.

¹ Bénéfice brut présenté avant les frais d'exploitation

² Se référer à la section « Mesures financières non conformes aux IFRS » à la page 21 du présent rapport de gestion.

LIQUIDITÉ ET RESSOURCES FINANCIÈRES

La présente section a été préparée afin de donner au lecteur une meilleure compréhension des principaux éléments des liquidités et des ressources financières de la Société.

ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des flux de trésorerie de la Société pour les périodes de trois mois et périodes de six mois terminées les 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018:

(en milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre				Périodes de six mois terminées les 31 décembre			
	2019	2018	Variation		2019	2018	Variation	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles avant variation des éléments du fonds de roulement	1 306	1 014	292	28,8	2 509	2 178	331	15,2
Variation des éléments du fonds de roulement	(1 728)	1 189	(2 917)	(245,3)	(720)	719	(1 439)	(200,1)
	(422)	2 203	(2 625)	(119,2)	1 789	2 897	(1 108)	(38,2)
Intérêts reçus / Impôts sur le résultat reçus (payés)	15	(100)	115	(115,0)	29	(96)	125	(130,2)
Flux de trésorerie générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	(407)	2 103	(2 510)	(119,4)	1 818	2 801	(983)	(35,1)
Flux de trésorerie affectée aux activités d'investissement	(28 995)	(6 531)	(22 464)	344,0	(29 495)	(6 863)	(22 632)	329,8
Flux de trésorerie générée par les activités de financement	28 986	9 499	19 487	205,1	27 805	8 459	19 346	228,7
Effet des variations des cours de change sur le solde de trésorerie libellé en devises	88	(120)	208	(173,3)	133	(167)	300	(179,6)
Variation nette	(328)	4 951	(5 279)	(106,6)	261	4 230	(3 969)	(93,8)
Trésorerie – déduction faite du découvert bancaire – Au début de la période	6 795	1 017	5 778	568,1	6 206	1 738	4 468	257,1
Trésorerie – déduction faite du découvert bancaire – à la fin de la période	6 467	5 968	499	8,4	6 467	5 968	499	8,4

La trésorerie a diminué de (0,3 M \$) au deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à une augmentation de 5,0 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent, comme il est expliqué ci-après.

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Des flux de trésorerie de (0,4 M \$) ont été affectés aux activités opérationnelles pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2019, contre des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles de 2,1 M \$ pour le trimestre comparable de l'exercice financier précédent. La diminution des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles provient de la variation des éléments du fonds de roulement.

Des flux de trésorerie de 1,8 M \$ ont été générés par les activités opérationnelles pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, contre des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles de 2,8 M \$ pour la période comparable de l'exercice financier précédent.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, des flux de trésorerie de (29,0 M \$) ont été affectés aux activités d'investissement, comparativement à (6,5 M \$) pour le trimestre correspondant de l'exercice financier précédent. Cette variation est principalement attribuable au regroupement d'entreprise de 27,2 M \$ et le paiement de la contrepartie conditionnelle de 1,5 M \$ lié à l'acquisition de Hays.

Pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, des flux de trésorerie de (29,5 M \$) ont été affectés aux activités d'investissement, comparativement à (6,9 M \$) pour le trimestre correspondant de l'exercice financier précédent.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Des flux de trésorerie de 29,0 M \$ ont été affectés aux activités de financement au cours du deuxième trimestre de l'exercice financier 2020, comparativement à des flux de trésorerie de 9,5 M \$ affectés aux activités de financement au cours de la période correspondante de l'exercice financier précédent. Cette variation est principalement attribuable à l'émission d'actions ordinaires ainsi qu'au prêt à terme de 12,0 M \$ lié au financement de l'acquisition de Genesys.

Des flux de trésorerie de 27,8 M \$ ont été affectés aux activités de financement au cours de la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, comparativement à des flux de trésorerie de 8,5 M \$ affectés aux activités de financement au cours de la période correspondante de l'exercice financier précédent.

SITUATION FINANCIÈRE

Le tableau ci-dessous présente une analyse des changements apportés à la situation financière de la Société entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2019:

(en milliers de dollars canadiens)	31 décembre 2019	30 juin 2019	Variation	Explications
	\$	\$	\$	
Débiteurs	22 606	19 440	3 166	L'augmentation est principalement attribuable à l'acquisition de Genesys, qui ajoute 2,4 M \$ dans les débiteurs. La croissance de la ligne d'affaires Piedmont a ajouté 1,5 M \$ en débiteur additionnel par rapport au 30 juin 2019.
Stocks	7 385	6 739	646	L'acquisition de Genesys a contribué à 0,5 M \$ de cette augmentation.
Actifs sur contrats	5 819	5 880	(61)	Cette diminution s'explique par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets.
Créditeurs et charges à payer	14 560	12 264	2 296	L'augmentation est principalement attribuable à l'intégration de Genesys, qui ajoute 1,2 M \$ de créditeurs et de charges à payer, ainsi qu'un ajustement du fonds de roulement à payer de 1,0 M \$ aux résultats consolidés.
Passifs sur contrat	3 626	3 111	515	Cette augmentation s'explique également par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets.

DETTE NETTE

La définition de la dette nette comprend les emprunts bancaires et la dette à long terme moins la trésorerie. La définition de la dette nette utilisée par la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

(En milliers de dollars canadiens)	31 décembre		Variation	
	2019	30 juin 2019		
	\$	\$	\$	%
Emprunts bancaires	6 236	7 545	(1 309)	(17,3)
Tranche courante de la dette à long terme	3 171	1 863	1 308	70,2
Dette à long terme	15 078	6 578	8 500	129,2
Moins: Trésorerie	(6 467)	(6 206)	(261)	(4,2)
Dette nette	18 018	9 780	8 238	84,2

Au 31 décembre 2019, la dette nette a atteint 18,0 M \$ comparativement à 9,8 M \$ au 30 juin 2019, soit une augmentation de 8,2 M \$, ou 84,2 %. Cette augmentation est principalement dû au prêt à terme de 12,0 M \$ contracté pour financer partiellement l'acquisition de Genesys le 15 novembre 2019, compensé par le remboursement de 1,3 M \$ en emprunts bancaires. L'adoption de l'IFRS 16 – *Contrats de location* a également contribué à réduire la dette nette puisque les contrats de location-financement ont été reclassés dans les obligations locatives.

GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidités suffisant pour soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les emprunts bancaires et la dette à long terme moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise différents ratios tels que ceux requis dans le cadre de sa facilité de crédit et ses conventions d'emprunt à long terme pour surveiller sa performance.

Les facilités de crédit et les conventions d'emprunt à long terme exigent que la Société respecte certains ratios financiers. Les ratios financiers sont, au 31 décembre 2019:

- Ratio de dette sur BAIIA, défini comme la dette totale divisée par le BAIIA
 - inférieur à 3,50 :1,00 en tout temps jusqu'à la fin de l'exercice financier se terminant le 30 juin 2020; et
 - inférieur à 3,00:1,00 en tout temps par la suite.
- Ratio de couverture des charges fixes, y compris tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement supérieur ou égal à 1,20:1,00 en tout temps.

Au 31 décembre 2019, la Société respectait les ratios requis dans le cadre de ses conventions de crédit.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2019, la Société avait des arrangements hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit s'élevant à 1,9 M \$ et venant à échéance à différentes dates jusqu'à l'exercice financier 2022. De ces lettres de crédit, un montant de 1,9 M \$ est garanti par EDC.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société utilise des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS. Les mesures présentées ci-dessous ne sont pas des mesures définies par les IFRS et ne peuvent être présentées formellement dans les états financiers consolidés. Ces mesures non conformes aux IFRS sont présentées à titre d'information complémentaire et devraient être utilisées en parallèle avec les mesures financières conformes aux IFRS présentées dans le présent rapport de gestion.

BAIIA ET BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA est défini comme le bénéfice avant charges financières - nettes, impôts sur les résultats et amortissements. La définition du BAIIA ajusté exclut les dépenses par ailleurs prises en compte dans le bénéfice (perte) net(te) présent(e) selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), notamment le (gain) perte de change non réalisé(e), la variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle et les charges de rémunération à base d'actions. Ces éléments n'ont pas d'incidence sur la trésorerie ni sur la performance opérationnelle et financière de la Société. La direction a également choisi d'exclure les frais d'acquisition et d'intégration et autres frais, étant donné qu'ils ne sont pas directement liés à l'exploitation. Le lecteur peut donc faire le lien entre le BAIIA ajusté et la perte nette à la lumière du rapprochement présenté ci-dessous. La définition du BAIIA ajusté utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres sociétés. Même si le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS, il est utilisé par la direction pour prendre des décisions opérationnelles et stratégiques. L'information fournie aux actionnaires, en plus des mesures conformes aux PCGR, leur permet de voir les résultats de la Société à travers les yeux de la direction et de mieux comprendre le rendement financier, malgré l'incidence des mesures conformes aux PCGR.

RAPPROCHEMENT DE LA PERTE NETTE AU BAIIA ET AU BAIIA AJUSTÉ

(En milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Perte nette pour la période	(909)	(1 212)	(1 945)	(1 535)
Charges financières - nettes	610	969	1 039	1 500
Impôts sur le résultat	(297)	72	(304)	(19)
Amortissement des immobilisations corporelles	691	288	1 380	567
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 018	793	1 984	1 492
BAIIA	1 113	910	2 154	2 005
(Gain) pertes de change non réalisé(e)s	(241)	(11)	(344)	44
Charges de rémunération à base d'actions	54	75	114	158
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	96	-	211	-
Frais d'acquisition et d'intégration	1 291	403	1 781	436
BAIIA ajusté	2 313	1 377	3 916	2 643

EBAC

La définition du bénéfice avant les dépenses administratives (« EBAC ») représente la marge bénéficiaire brute avant amortissement, diminuée des frais généraux d'exploitation et des frais de vente. L'EBAC est une mesure non définie par les IFRS. Elle est utilisée par la direction pour surveiller la performance financière et prendre des décisions stratégiques.

(En milliers de dollars canadiens)	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Revenus provenant de clients externes :				
Revenus comptabilisés progressivement	19 613	20 210	40 023	37 807
Revenus comptabilisés à un moment précis	13 721	9 168	21 534	15 942
	33 334	29 378	61 557	53 749
Coût des marchandises vendues	25 051	23 134	46 583	41 999
Bénéfice brut avant les frais d'exploitation	8 283	6 244	14 974	11 750
Frais généraux d'exploitation	1 698	1 246	3 083	2 574
Frais de vente	2 261	1 990	4 126	3 637
Bénéfice avant les frais administratifs (EBAC)	4 324	3 008	7 765	5 539

DETTE NETTE

La dette nette comprend les emprunts bancaires et la dette à long-terme moins la trésorerie. La définition de la dette nette utilisée par la Société peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés. Se référer à la page 20 du présent rapport pour le rapprochement.

REVENUS RÉCURRENTS

Comme il s'agit d'une mesure financière non conforme aux IFRS, la Société définit les revenus récurrents comme étant des revenus de nature récurrente provenant des clients avec lesquels la Société a établi une relation à long terme et/ou présente un modèle de vente récurrent. Toutefois, rien ne garantit que les revenus récurrents vont durer indéfiniment. Les revenus récurrents de la Société proviennent des lignes d'affaires de Services après-vente, de Produits de spécialité et d'O&M. Cette mesure non définie par les IFRS est utilisée par la direction pour évaluer la stabilité des revenus d'une année à l'autre.

(En milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2019			
	Projets et Services après-vente	Produits de Spécialité	Opération et maintenance	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus	7 384	10 375	15 575	33 334
Revenus récurrents	2 083	10 375	15 575	28 033

(En milliers de dollars canadiens)	Période de six mois terminée le 31 décembre 2019			
	Projets et Services après-vente	Produits de Spécialité	Opération et maintenance	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus	15 589	15 567	30 401	61 557
Revenus récurrents	4 704	15 567	30 401	50 672

(En milliers de dollars canadiens)

Période de trois mois terminée le 31 décembre 2018

	Projets et Services après-vente	Produits de Spécialité	Opération et maintenance	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus	11 866	5 872	11 640	29 378
Revenus récurrents	3 296	5 872	11 640	20 808

(En milliers de dollars canadiens)

Période de six mois terminée le 31 décembre 2018

	Projets et Services après-vente	Produits de Spécialité	Opération et maintenance	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus	22 138	10 078	21 533	53 749
Revenus récurrents	5 864	10 078	21 533	37 475

RÉCLAMATIONS ET LITIGES

Diverses réclamations et procédures judiciaires ont été intentées contre la Société dans le cours normal de ses activités d'opération. Bien que l'issue des procédures ne puisse être déterminée avec certitude, la direction estime que les paiements résultant de leur résultat ne sont pas susceptibles d'avoir une incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la Société. La Société limite son exposition à certains risques de réclamations liées à ses activités en adhérant à des polices d'assurance.

FACTEURS DE RISQUES FINANCIERS

La société est exposée à un certain nombre de risques financiers, soit le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (notamment le risque de change et le risque de taux d'intérêt). Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion intermédiaire ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels au 30 juin 2019. La société n'est au fait d'aucun changement important ayant pu toucher les facteurs de risques depuis cette date.

FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Pour obtenir une analyse détaillée des facteurs de risque de la société, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs de risques et incertitudes » du rapport annuel de la Société en date du 24 septembre 2019. La société n'est au fait d'aucun changement important ayant pu toucher les facteurs de risque depuis cette date.

MÉTHODES COMPTABLES

Nous invitons le lecteur à se reporter au résumé des principales méthodes comptables présenté à la note 2 des états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 30 juin 2019.

NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS ADOPTÉES

IFRS 16 – Contrats de location

IFRS 16 remplace IAS 17. La norme énonce les principes de reconnaissance, de mesure, de présentation et de divulgation des contrats de location et exige que le preneur comptabilise la plupart des contrats de location à l'état de la situation financière. Un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. Certaines exemptions s'appliquent aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur.

La Société a appliqué cette norme selon l'approche rétrospective modifiée (sans retraitement des données comparatives) pour l'exercice commençant le 1^{er} juillet 2019. Les obligations locatives ont été comptabilisées à la valeur actualisée des paiements de location futurs actualisées au taux d'emprunt de la Société à la date de l'adoption. Les actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard de contrats de location ont été comptabilisés à un montant égal aux obligations locatives, ajusté pour tenir compte des paiements de loyer prépayés ou différés.

À la transition, la société a choisi d'appliquer la mesure de simplification consistant à maintenir l'évaluation des transactions qui constituaient des contrats de location à la date de première application, conformément aux évaluations antérieures effectuées aux termes de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4. La Société a également appliqué les mesures de simplification indiquées ci-dessous :

- s'appuyer sur l'évaluation antérieure des contrats de location pour déterminer si des contrats sont déficitaires immédiatement avant la date de première application;
- appliquer les exemptions aux contrats de location dont le terme de la durée se situe dans les 12 mois suivant la date de première application;
- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application;
- utiliser des connaissances acquises a posteriori, par exemple pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

L'adoption de cette norme a eu une incidence sur le bilan et l'état des résultats puisque les contrats de location simple ont été capitalisés, des obligations locatives correspondantes ont été comptabilisées et les charges locatives ont été remplacées par l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et par une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe.

En outre, les paiements de principal des obligations locatives sont maintenant présentés dans les activités de financement des flux de trésorerie consolidés, alors qu'en fonction de la norme antérieure, ces paiements étaient présentés dans les activités d'exploitation avant le 1^{er} juillet 2019.

Sommaire des nouvelles politiques comptables

- *Actifs au titre de droits d'utilisation*

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût. Le coût fondé sur le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la restauration du lieu sur lequel repose le bien, déduction faites des avantages incitatifs reçus.

Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation est périodiquement diminué de la charge d'amortissement et des pertes de valeurs, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation locative. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte, étant donné que ce mode reflète le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs. La durée du contrat de location comprend les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les durées des contrats de location s'échelonnent de 1 à 9 ans pour les bâtiments, de 1 à 2 ans pour le matériel roulant et de 1 à 4 ans pour la machinerie et équipement.

- *Obligations locatives*

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise les obligations locatives évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers à effectuer sur la durée du contrat de location. Les paiements de loyers comprennent principalement les paiements fixes, déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir, et le prix d'exercice de l'option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements.

Pour calculer la valeur actualisée des paiements de loyers, la Société utilise le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Après la date de début, le montant des obligations locatives est majoré pour refléter l'accumulation des intérêts et réduit en fonction des paiements de loyers versés. En outre, la valeur comptable des obligations locatives est réévaluée s'il y a une

modification, un changement dans la durée du contrat de location, un changement aux paiements de loyers fixes en substance ou un changement dans l'appréciation visant à déterminer si le bien sous-jacent sera acheté.

- *Les contrats de location à court terme et les contrats de location de faible valeur*

La Société a choisi d'appliquer les mesures de simplification pour les contrats de location dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois à compter de la date effective et qui ne comportent pas d'option d'achat comme des contrats de location à court terme. La Société applique également les mesures de simplification pour les contrats de location qui sont considérés comme de faible valeur. Les paiements de location sur les contrats de location à court terme et les contrats de location de faible valeur sont comptabilisés comme une dépense sur une base linéaire au cours de la durée du bail.

- *Détermination de la durée des contrats de location assortis d'options de renouvellement*

La Société détermine la durée du contrat de location comme étant le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable, auquel s'ajoutent les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer ou les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Après la date de début, la Société réapprécie la durée du contrat de location s'il se produit un événement ou changement de circonstance important qui dépend de sa volonté et qui a une incidence sur sa capacité d'exercer ou non l'option de renouvellement (p.ex., un changement de la stratégie d'affaires).

Incidence de l'adoption de l'IFRS 16 - Contrats de location

Le tableau qui suit présente l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 au 1^{er} juillet 2019 (augmentation/(diminution)) :

	\$
Immobilisations corporelles	(716)
Actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	8 776
Créditeurs et charges à payer	(7)
Dette à long terme	(553)
Loyers différés	(137)
Obligations locatives ⁽¹⁾	8 757

⁽¹⁾ La tranche courante des obligations locatives s'établissait à 0,9 M \$ au 1^{er} juillet 2019

Le tableau qui suit présente le rapprochement des engagements de la société au titre de contrats de location simple au 30 juin 2019 et des obligations locatives comptabilisées à la première application de l'IFRS 16 au 1^{er} juillet 2019:

	\$
Engagements au 30 juin 2019	6 273
Incidence de l'actualisation au 1 ^{er} juillet 2019 ⁽¹⁾	(1 714)
Options de renouvellement dont l'exercice est raisonnablement certain	3 669
Engagements visant des contrats à court terme et des actifs de faible valeur	(24)
Contrats de location-acquisition préexistants au 1 ^{er} juillet 2019	553
Obligations locatives au 1^{er} juillet 2019	8 757

⁽¹⁾ À la date d'adoption d'IFRS 16, le taux d'emprunt moyen pondéré s'établissait à 4,26 %.

Le tableau qui suit présente les actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location de la société au 31 décembre 2019 :

Période de six mois terminé le 31 décembre 2019	Bâtiments	Matériel roulant	Machinerie et équipement	Total
				\$
Montant à l'ouverture au 1 ^{er} juillet 2019	7 862	127	787	8 776
Acquisitions	256	-	-	256
Acquisitions d'entreprises	-	93	40	133
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	(532)	(42)	(51)	(625)
Incidence des variations des taux de change	(73)	(3)	(1)	(77)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2019	7 513	175	775	8 463

Le tableau qui suit présente les obligations locatives de la société au 31 décembre 2019:

	Période de six mois terminé le 31 décembre 2019
	\$
Montant à l'ouverture au 1 ^{er} juillet 2019	8 757
Acquisitions	256
Acquisitions d'entreprises	133
Paiement des obligations locatives	(760)
Charge d'intérêts à l'égard des obligations locatives	179
Incidence des variations des taux de change	(86)
Obligations locatives au 31 décembre 2019	8 479

Modifications publiées en vue d'être adoptées à une date ultérieure

Les modifications suivantes aux normes ont été publiées et sont applicables par la Société pour ses exercices ouverts à compter du 1er juillet 2020, et l'application anticipée est permise :

- Les modifications à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, améliorent la définition d'une entreprise. Elles aident les entités à déterminer si une acquisition consiste en l'acquisition d'une entreprise ou d'un groupe d'actifs. La définition modifiée précise que la raison d'être d'une entreprise est de fournir des biens et des services aux clients, alors que la définition précédente mettait l'accent sur le rendement sous forme de dividendes, de coûts inférieurs ou d'autres avantages économiques pour les investisseurs et autres parties prenantes.
- Définition du terme « significatif » (modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers* (l'« IAS 1 »), et à l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* (l'« IAS 8 »)); ces modifications visent à faciliter la compréhension de la définition du terme « significatif » selon l'IAS 1 et elles ne sont pas destinées à changer le concept sous-jacent d'importance relative dans les normes IFRS. Le concept d'« obscurcissement » des informations significatives par la communication d'informations non significatives a été inclus dans la nouvelle définition. Le seuil de signification qui influence les utilisateurs a été modifié, passant de « peut influencer » à « on peut raisonnablement s'attendre à ce que [...] influence ». La définition du terme « significatif » dans l'IAS 8 a été remplacée par un renvoi à la définition du terme « significatif » dans l'IAS 1.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), la Société a déposé des attestations signées par le président et chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont tiré la conclusion que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces, selon les critères établis par le Règlement 52-109.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers de la Société ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Les contrôles internes à l'égard de l'information financière ont été conçus selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission 2013 (COSO 2013). Le travail accompli au cours du trimestre leur permet de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2019.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière survenue au cours du trimestre qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Limitation de la portée de la conception des contrôles de divulgation (CPCI) et des procédures et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF)

L'évaluation et la conclusion de la direction sur la conception des CPCI de la Société et CIIF au 31 décembre 2019 n'incluaient pas les contrôles et les procédures régissant les activités de Genesys suite de l'acquisition de cette compagnie le 15 novembre 2019. La Société s'est prévaluée de la disposition 3.3(1)(b) du Règlement 52-109, qui permet d'exclure cette acquisition dans l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle des CPCI et CIIF pendant une période maximale de 365 jours à compter de la date d'acquisition.

Le tableau ci-dessous résume les informations financières, y compris la juste valeur marchande des actifs incorporels acquis de Genesys suite à son acquisition :

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)

	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2019
Résultats	\$
Revenus	1 597
Bénéfice net	389
	Au 31 décembre 2019
Position financière	\$
Actifs courants	5 087
Actifs non courants ⁽¹⁾	26 387
Passifs courants	1 053
Passifs non courants	129

⁽¹⁾ Comprend la juste valeur marchande des actifs incorporels acquis.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (non audités)

31 décembre 2019

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés, inclus au présent rapport, n'ont pas été examinés par les auditeurs externes de la Société.

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSXV : HEO
Growth Paris: MNEMO : ALHEO
OTCQX : HEOFF

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

Aux	31 décembre 2019	30 juin 2019
	\$	\$
ACTIF (notes 6 et 8)		
Actifs courants		
Trésorerie	6 467	6 206
Certificats de placement garanti	22	21
Débiteurs (note 4)	22 606	19 440
Stocks (note 5)	7 385	6 739
Actifs sur contrats	5 819	5 880
Impôts sur le résultat à recevoir	231	69
Frais payés d'avance	1 136	768
	43 666	39 123
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles	7 644	6 552
Immobilisations incorporelles (note 3)	26 503	21 967
Actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard de contrats de location (note 2 a)	8 463	-
Autres actifs	303	234
Prêts à des parties liées (note 14 a)	1 250	1 250
Goodwill (note 3)	34 884	15 727
Actifs d'impôts différés	-	144
	122 713	84 997
PASSIF		
Passifs courants		
Emprunts bancaires (note 6)	6 236	7 545
Créditeurs et charges à payer (note 7)	14 560	12 264
Provisions	137	137
Passifs sur contrats	3 626	3 111
Contrepartie conditionnelle (notes 3 et 9)	1 246	1 361
Tranche courante de la dette à long terme (note 8)	3 171	1 863
Tranche courante des obligations locatives (note 2 a)	1 182	-
	30 158	26 281
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 8)	15 078	6 578
Loyers différés	-	137
Passifs d'impôts différés (note 3)	808	-
Contrepartie conditionnelle (notes 3 et 9)	-	1 142
Obligations locatives (note 2 a)	7 297	-
	53 341	34 138
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (notes 3 et 10)	106 797	89 057
Réserve pour les options d'achats d'actions	3 364	3 250
Réserve pour les bons de souscription (notes 3 et 10)	2 824	167
Déficit	(46 029)	(44 084)
Cumul des autres éléments du résultat global	2 416	2 469
	69 372	50 859
	122 713	84 997

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au nom du conseil,

Frédéric Dugré



Président et chef de la direction

Lisa Henthorne



Présidente du conseil d'administration

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
Pour les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2019 et 2018
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations sur les actions) (non audités)

	Actions ordinaires (Nombre)	Capital social	Réserve pour les options d'achat d'actions	Réserve pour les bons de souscription	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global - Écart de conversion	Total
		\$	\$		\$	\$	\$
Solde au 30 juin 2018	40 144 214	76 918	2 942	-	(41 748)	2 851	40 963
Impact de l'adoption de nouvelles normes comptables	-	-	-	-	(156)	-	(156)
Solde au 1^{er} juillet 2018	40 144 214	76 918	2 942	-	(41 904)	2 851	40 807
Charge de rémunération à base d'actions	-	-	158	-	-	-	158
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'une placement privé (notes 3 et 10)	15 745 775	13 069	-	-	-	-	13 069
Émission de bons de souscription dans le cadre d'un placement privé (notes 3 et 10)	-	-	-	167	-	-	167
Frais d'émission d'actions (notes 3 et 10)	-	(871)	-	-	-	-	(871)
Perte nette pour la période	-	-	-	-	(1 535)	-	(1 535)
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	1 197	1 197
Solde au 31 décembre 2018	55 889 989	89 116	3 100	167	(43 439)	4 048	52 992
Solde au 1^{er} juillet 2019	55 889 989	89 057	3 250	167	(44 084)	2 469	50 859
Charge de rémunération à base d'actions	-	-	114	-	-	-	114
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'une placement privé (notes 3 et 10)	20 982 619	19 545	-	-	-	-	19 545
Émission de bons de souscription dans le cadre d'un placement privé et d'un placement public (notes 3 et 10)	-	-	-	2 657	-	-	2 657
Frais d'émission d'actions (notes 3 et 10)	-	(1 805)	-	-	-	-	(1 805)
Perte nette pour la période	-	-	-	-	(1 945)	-	(1 945)
Autres éléments du résultat global - Écarts de conversion	-	-	-	-	-	(53)	(53)
Solde au 31 décembre 2019	76 872 608	106 797	3 364	2 824	(46 029)	2 416	69 372

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

Pour les trois mois et périodes de six mois terminées les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Revenus (note 13)	33 334	29 378	61 557	53 749
Coût des marchandises vendues (note 11 a)	25 051	23 134	46 583	41 999
Bénéfice brut avant amortissement	8 283	6 244	14 974	11 750
Frais généraux d'exploitation (note 11 a)	1 698	1 246	3 083	2 574
Frais de vente (note 11 a)	2 261	1 990	4 126	3 637
Frais administratifs (note 11 a)	1 937	1 671	3 746	3 072
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation (notes 2 a) et 11 0	691	288	1 380	567
Amortissement des actifs incorporels (note 11 0)	1 018	793	1 984	1 492
Autres (gains) pertes - nettes (note 11 c)	(17)	24	84	26
Frais d'acquisition et d'intégration (note 3)	1 291	403	1 781	436
Total des frais d'exploitation	8 879	6 415	16 184	11 804
Perte avant charges financières - nettes et impôts sur le résultat	(596)	(171)	(1 210)	(54)
Produits financiers (note 14 a)	(15)	(10)	(29)	(17)
Charges financières	625	979	1 068	1 517
Charges financières - nettes	610	969	1 039	1 500
Perte avant impôts sur le résultat	(1 206)	(1 140)	(2 249)	(1 554)
Charge d'impôts exigibles	(34)	3	(7)	6
Économie d'impôts différés (charge)	(263)	69	(297)	(25)
	(297)	72	(304)	(19)
Perte nette pour la période	(909)	(1 212)	(1 945)	(1 535)
Perte nette de base et diluée par action (note 12)	(0,014)	(0,027)	(0,033)	(0,036)
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation (note 12)	66 609 371	45 449 856	58 584 479	42 797 035

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
Pour les trois mois et périodes de six mois terminées les 31 décembre 2019 and 2018
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Perte nette pour la période	(909)	(1 212)	(1 945)	(1 535)
Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d’être reclassés ultérieurement au bénéfice net				
Écarts de conversion	(623)	2 052	(53)	1 197
Résultat global pour la période	(1 532)	840	(1 998)	(338)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les trois mois et périodes de six mois terminées les 31 décembre 2019 et 2018

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Activités opérationnelles				
Perte avant impôts pour la période	(1 206)	(1 140)	(2 249)	(1 554)
Éléments hors caisse				
Charge financières – nettes	610	969	1 039	1 500
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation (note 2 a)	691	288	1 380	567
Amortissement des actifs incorporels	1 018	793	1 984	1 492
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle (note 9)	96	-	211	-
Autres	43	29	30	15
Charges de rémunération à base d'actions	54	75	114	158
	1 306	1 014	2 509	2 178
Variation des éléments du fonds de roulement	(1 728)	1 189	(720)	719
Intérêts reçus	15	9	29	17
Impôts sur le résultat payés	-	(109)	-	(113)
Trésorerie nette générée par les (affectée aux) activités opérationnelles	(407)	2 103	1 818	2 801
Activités d'investissement				
Variation des certificats de placement garantis	-	(1)	-	(22)
Variation des autres actifs	39	6	(67)	33
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(358)	(304)	(627)	(641)
Acquisitions d'actifs incorporels	(15)	(10)	(140)	(88)
Disposition d'immobilisations corporelles	(7)	-	(7)	77
Paiement de la contrepartie conditionnelle	(1 487)	-	(1 487)	-
Regroupement d'entreprises (note 3)	(27 167)	(6 222)	(27 167)	(6 222)
Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement	(28 995)	(6 531)	(29 495)	(6 863)
Activités de financement				
Variation des emprunts bancaires	(1 221)	(598)	(1 309)	(712)
Dette à long terme contractée (note 8)	12 084	5 310	12 396	5 555
Remboursement de la dette à long terme (note 8)	(1 033)	(6 362)	(1 751)	(7 004)
Remboursement des obligations locatives (note 2 a)	(335)	-	(581)	-
Intérêts payés	(565)	(937)	(1 006)	(1 466)
Frais de financement	(341)	(279)	(341)	(279)
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé et d'un placement public (note 10)	19 545	13 069	19 545	13 069
Actions ordinaires émises sur bons de souscription dans le cadre d'un placement privé et d'un placement public (note 10)	2 487	-	2 487	-
Frais d'émission d'actions (note 10)	(1 635)	(704)	(1 635)	(704)
Trésorerie nette générée par les activités de financement	28 986	9 499	27 805	8 459
Variation nette de la trésorerie	(416)	5 071	128	4 397
Effet des variations des cours de change sur le solde de trésorerie libellée en devises étrangères	88	(120)	133	(167)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(328)	4 951	261	4 230
Trésorerie - Début de la période	6 795	1 017	6 206	1 738
Trésorerie - Fin de la période	6 467	5 968	6 467	5 968

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)**

1. Description de l'entreprise

H₂O Innovation Inc. (« H₂O Innovation » ou la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. H₂O Innovation conçoit et fournit sur mesure des solutions de traitement d'eau intégrées de pointe qui utilisent la technologie de filtration membranaire pour les marchés municipaux, industriels, de l'énergie et des ressources naturelles. Les activités de la Société sont centrées sur trois piliers : i) les projets de traitement d'eau et des eaux usées, et services (« Projets et Services après-vente »); ii) les produits de spécialité, qui incluent une gamme complète d'équipement et de produits acériques, de produits chimiques de spécialité, consommables et de produits spécialisés pour l'industrie du traitement de l'eau (raccords flexibles et filtres à cartouches) (« Produits de spécialité »); et iii) les services d'opération et de maintenance dédiés aux systèmes de traitement de l'eau et des eaux usées (« O&M »). Le siège social de la Société est situé au 330, rue Saint-Vallier Est, suite 340, Québec (Québec), G1K 9C5, Canada.

2. Base de préparation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), sauf qu'ils n'incluent pas toute la divulgation requise en vertu des IFRS pour les états financiers consolidés annuels et, par conséquent, il s'agit d'états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 - *Information financière intermédiaire*.

Les conventions comptables IFRS exposées dans les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2019 ont été systématiquement appliquées à toutes les périodes présentées dans ce document, à l'exception de l'adoption de nouvelles normes en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2019, tel que détaillé plus bas.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés visent à fournir une mise à jour sur les états financiers annuels de l'exercice terminé le 30 juin 2019. Par conséquent ils n'incluent pas toute l'information requise pour les états financiers annuels et doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de l'exercice terminé le 30 juin 2019 de la Société.

L'établissement des états financiers en conformité avec IAS 34 exige le recours à certaines estimations comptables cruciales. Il oblige aussi la direction à faire preuve de jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les aspects qui comportent un degré plus élevé de jugement ou de complexité ou les aspects faisant intervenir des hypothèses et estimations significatives sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2019 et demeurent inchangés pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019.

Les états financiers de la Société sont présentés en milliers de dollars canadiens. Toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollar le plus près, sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation en vertu de la convention du coût historique.

Le 11 février 2020 le conseil d'administration de la Société a révisé et approuvé les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et autorisé leur publication.

Nouvelle politique comptable

Les méthodes comptables adoptées pour la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés sont conformes à celles suivies pour l'établissement des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 juin 2019, à l'exception de l'adoption de nouvelles normes en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2019. La Société n'a pas adopté de manière anticipée des normes, interprétations ou amendements qui ont été publiés mais ne sont pas encore entrés en vigueur.

IFRS 16 – *Contrats de location* a été adoptée le 1^{er} juillet 2019.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

a) IFRS 16 – Contrats de location

IFRS 16 remplace IAS 17. La norme énonce les principes de reconnaissance, de mesure, de présentation et de divulgation des contrats de location et exige que le preneur comptabilise la plupart des contrats de location à l'état de la situation financière. Un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. Certaines exemptions s'appliquent aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur.

La Société a appliqué cette norme selon l'approche rétrospective modifiée (sans retraitement des données comparatives) pour l'exercice commençant le 1^{er} juillet 2019. Les obligations locatives ont été comptabilisées à la valeur actualisée des paiements de location futurs actualisées au taux d'emprunt de la Société à la date de l'adoption. Les actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard de contrats de location ont été comptabilisés à un montant égal aux obligations locatives, ajusté pour tenir compte des paiements de loyer prépayés ou différés.

À la transition, la société a choisi d'appliquer la mesure de simplification consistant à maintenir l'évaluation des contrats qui constituaient des contrats de location à la date de première application, conformément aux évaluations antérieures effectuées aux termes de l'IAS 17 et de l'IFRIC 4. La Société a également appliqué les mesures de simplification indiquées ci-dessous :

- s'appuyer sur l'évaluation antérieure des contrats de location pour déterminer si des contrats sont déficitaires immédiatement avant la date de première application;
- appliquer les exemptions aux contrats de location dont le terme de la durée se situe dans les 12 mois suivant la date de première application;
- exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application;
- utiliser des connaissances acquises a posteriori, par exemple pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation.

L'adoption de cette norme a eu une incidence sur le bilan et l'état des résultats puisque les contrats de location simple ont été capitalisés, des obligations locatives correspondantes ont été comptabilisées et les charges locatives ont été remplacées par l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et par une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe.

En outre, les paiements de principal des obligations locatives sont maintenant présentés dans les activités de financement des flux de trésorerie consolidés, alors qu'en fonction de la norme antérieure, ces paiements étaient présentés dans les activités d'exploitation avant le 1^{er} juillet 2019.

Sommaire des nouvelles politiques comptables

• *Actifs au titre de droits d'utilisation*

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût. Le coût est fondé sur le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la restauration du lieu sur lequel repose le bien, déduction faites des avantages incitatifs reçus.

Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation est périodiquement diminué de la charge d'amortissement et des pertes de valeurs, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation locative. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte, étant donné que ce mode reflète le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs. La durée du contrat de location comprend les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les durées des contrats de location s'échelonnent de 1 à 9 ans pour les bâtiments, de 1 à 2 ans pour le matériel roulant et de 1 à 4 ans pour la machinerie et équipement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

- *Obligations locatives*

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise les obligations locatives évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers à effectuer sur la durée du contrat de location. Les paiements de loyers comprennent principalement les paiements fixes, déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir, et le prix d'exercice de l'option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements.

Pour calculer la valeur actualisée des paiements de loyers, la Société utilise le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Après la date de début, le montant des obligations locatives est majoré pour refléter l'accumulation des intérêts et réduit en fonction des paiements de loyers versés. En outre, la valeur comptable des obligations locatives est réévaluée s'il y a une modification, un changement dans la durée du contrat de location, un changement aux paiements de loyers fixes en substance ou un changement dans l'appréciation visant à déterminer si le bien sous-jacent sera acheté.

- *Les contrats de location à court terme et les contrats de location de faible valeur*

La Société a choisi d'appliquer les mesures de simplification pour les contrats de location dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois à compter de la date effective et qui ne comportent pas d'option d'achat comme des contrats de location à court terme. La Société applique également les mesures de simplification pour les contrats de location qui sont considérés comme de faible valeur. Les paiements de location sur les contrats de location à court terme et les contrats de location de faible valeur sont comptabilisés comme une dépense sur une base linéaire au cours de la durée du bail.

- *Détermination de la durée des contrats de location assortis d'options de renouvellement*

La Société détermine la durée du contrat de location comme étant le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable, auquel s'ajoutent les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer ou les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Après la date de début, la Société réapprécie la durée du contrat de location s'il se produit un événement ou changement de circonstance important qui dépend de sa volonté et qui a une incidence sur sa capacité d'exercer ou non l'option de renouvellement (p.ex., un changement de la stratégie d'affaires).

Incidence de l'adoption de l'IFRS 16 - Contrats de location

Le tableau qui suit présente l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 au 1^{er} juillet 2019 (augmentation/(diminution)) :

	\$
Immobilisations corporelles	(716)
Actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location	8 776
Créditeurs et charges à payer	(7)
Dettes à long terme	(553)
Loyers différés	(137)
Obligations locatives ⁽¹⁾	8 757

⁽¹⁾ La tranche courante des obligations locatives s'établissait à 0,9 M \$ au 1^{er} juillet 2019

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

Le tableau qui suit présente le rapprochement des engagements de la Société au titre de contrats de location au 30 juin 2019 et des obligations locatives comptabilisées à la première application de l'IFRS 16 au 1er juillet 2019:

	\$
Engagements au 30 juin 2019	6 273
Incidence de l'actualisation au 1er juillet 2019 ⁽¹⁾	(1 714)
Options de renouvellement dont l'exercice est raisonnablement certain	3 669
Engagements visant des contrats à court terme et des actifs de faible valeur	(24)
Contrats de location-acquisition préexistants au 1 ^{er} juillet 2019	553
Obligations locatives au 1er juillet 2019	8 757

(1) À la date d'adoption d'IFRS 16, le taux d'emprunt moyen pondéré s'établissait à 4.26 %.

Le tableau qui suit présente les actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location de la société au 31 décembre 2019 :

Période de six mois terminé le 31 décembre 2019	Bâtiments	Matériel roulant	Machinerie et équipement	Total
				\$
Montant à l'ouverture au 1 ^{er} juillet 2019	7 862	127	787	8 776
Acquisitions	256	-	-	256
Acquisitions d'entreprises	-	93	40	133
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	(532)	(42)	(51)	(625)
Incidence des variations des taux de change	(73)	(3)	(1)	(77)
Actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard des contrats de location, valeur comptable nette au 31 décembre 2019	7 513	175	775	8 463

Le tableau qui suit présente les obligations locatives de la société au 31 décembre 2019:

	Période de six mois terminé le 31 décembre 2019
	\$
Montant à l'ouverture au 1 ^{er} juillet 2019	8 757
Acquisitions	256
Acquisitions d'entreprises	133
Païement des obligations locatives	(760)
Charge d'intérêts à l'égard des obligations locatives	179
Incidence des variations des taux de change	(86)
Obligations locatives au 31 décembre 2019	8 479

Modifications publiées en vue d'être adoptées à une date ultérieure

Les modifications suivantes aux normes ont été publiées et sont applicables par la Société pour ses exercices ouverts à compter du 1er juillet 2020, et l'application anticipée est permise :

- Les modifications à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, améliorent la définition d'une entreprise. Elles aident les entités à déterminer si une acquisition consiste en l'acquisition d'une entreprise ou d'un groupe d'actifs. La définition modifiée précise que la raison d'être d'une entreprise est de fournir des biens et des services aux clients, alors que la définition précédente mettait l'accent sur le rendement sous forme de dividendes, de coûts inférieurs ou d'autres avantages économiques pour les investisseurs et autres parties prenantes.
- Définition du terme « significatif » (modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers* (l'« IAS 1 »), et à l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs* (l'« IAS 8 »)); ces modifications visent à faciliter la compréhension de la définition du terme « significatif » selon l'IAS 1 et elles ne sont pas destinées à changer le concept sous-jacent d'importance relative dans les normes IFRS. Le concept

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

d'« obscurcissement » des informations significatives par la communication d'informations non significatives a été inclus dans la nouvelle définition. Le seuil de signification qui influence les utilisateurs a été modifié, passant de « peut influencer » à « on peut raisonnablement s'attendre à ce que [...] influence ». La définition du terme « significatif » dans l'IAS 8 a été remplacée par un renvoi à la définition du terme « significatif » dans l'IAS 1.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

3. Regroupement d'entreprises

A. Acquisition de Genesys

Description du regroupement d'entreprises

Effectif le 15 novembre 2019, H₂O Innovation, par l'intermédiaire de sa filiale en propriété exclusive H₂O Innovation UK Holding Limited, a acquis auprès de tiers indépendants, Genesys Holdings Limited et ses filiales, Genesys Manufacturing Limited, Genesys International Limited et de Genesys North America, LLC (collectivement, « Genesys »), un groupe de sociétés fermées établies au Royaume-Uni qui met au point, fabrique et distribue des produits chimiques membranaires d'osmose inverse (OI) de spécialité, des antitartres, des nettoyants, des flocculants et des biocides, ainsi qu'une participation de 24 % dans Genesys Membrane Products S.L. détenue par Genesys International Limited. Genesys fournit des produits chimiques et des services à l'industrie des membranes dans près de 70 pays à travers le monde.

H₂O Innovation a acquis Genesys pour un prix d'achat de 16,9 M £ (28,5 M \$), sans espèces, sans dette, entièrement payé à la date de clôture et sous réserve des ajustements de fonds de roulement habituels. Le prix d'achat a été partiellement financé par un appel public à l'épargne de 13 335 000 unités, chacune donnant droit au détenteur de recevoir une action ordinaire (une « action ordinaire ») et la moitié d'un bon de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription donne à son détenteur le droit d'acheter une action ordinaire de la Société, au prix de 1,40 \$ par bon de souscription. Les unités ont été émises au prix de 1,05 \$ pour un produit brut global d'environ 14,0 M\$.

Le prix d'achat a été partiellement financé par un placement privé, en vertu duquel la Société et les co-preneurs fermes ont conclu des accords de souscription avec certains actionnaires institutionnels pour émettre, sur une base de placement privé, 7 647 619 unités, chacune donnant droit au détenteur de recevoir une action ordinaire et la moitié d'un bon de souscription d'actions ordinaires, pour un produit brut global d'environ 8,0 M\$. Le placement privé s'est produit en même temps que l'offre publique décrite ci-dessus.

Le prix d'achat a également été partiellement financé par un prêt à terme d'un montant de 12,0 M \$, accordé par la Banque Nationale du Canada à titre de prêteur en vertu de la convention de crédit modifiée et réitérée de la Société conclue le 28 octobre 2019 (la « convention de crédit modifiée »). La Société a tiré sur ce prêt à terme le montant nécessaire pour compléter le prix d'achat.

La Société n'a pas encore terminé l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis, des passifs repris et de l'écart d'acquisition. Par conséquent, une partie des ajustements de juste valeur, principalement liés aux actifs incorporels, sont des estimations. Les estimations préliminaires sont sujettes à des ajustements importants de la juste valeur des actifs, des passifs et du goodwill jusqu'à la fin du processus d'acquisition. La répartition finale du prix d'achat devrait être complétée dès que la direction aura rassemblé toutes les informations disponibles et jugées nécessaires pour finaliser le calcul, en particulier pour les actifs incorporels.

Tous les actifs incorporels et le goodwill acquis ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

Les estimations préliminaires de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour l'acquisition de Genesys, sur la base de la juste valeur estimée à la date d'acquisition et des informations disponibles à la date de publication des états financiers consolidés intermédiaires sont les suivantes :

Juste valeur estimée comptabilisée à la date d'acquisition

(en milliers de dollars canadiens)	15 novembre 2019
	\$
Actifs acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 739
Débiteurs ⁽¹⁾	3 399
Stocks	675
Frais payés d'avance	26
Immobilisations corporelles	1,928
Actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard de contrats de location ⁽²⁾	133
Actifs incorporelles	40
Autres actifs	6
Passifs repris	
Créditeurs et charges à payer	(2 367)
Obligations locatives ⁽²⁾	(133)
Passifs d'impôt différé	(1 150)
Actifs nets acquis identifiables	4 296
Actifs incorporels acquis ⁽³⁾	6 390
Goodwill résultant de l'acquisition ⁽³⁾	19 181
Juste valeur des actifs nets acquis	29 867
Contrepartie	
Trésorerie	28 906
Ajustement du fonds de roulement	961
Contrepartie totale à payer	29 867
Contrepartie en espèces payée	28 906
Moins : trésorerie acquise	(1 739)
Flux de trésorerie nets à l'acquisition	27 167

(1) La juste valeur des débiteurs correspond au montant contractuel brut des comptes débiteurs, sans montant estimatif non recouvrable.

(2) La Société a mesuré les obligations locatives acquises à l'aide de la valeur actualisée des paiements de location restants à la date de l'acquisition. Les actifs au titre de droits d'utilisation à l'égard de contrats de location ont été mesurés à un montant égal aux obligations locatives.

(3) La juste valeur des actifs incorporels et du goodwill est fondée sur des estimations préliminaires. Ces estimations préliminaires sont sujettes à des ajustements importants jusqu'à ce que l'évaluation soit complétée.

Frais liés à l'acquisition

Les frais d'acquisition et d'intégration de 1,8 M\$ sont inclus dans les états consolidés intermédiaires résumés des résultats. Les frais d'émission d'actions totalisant 1,8 M\$ sont inclus dans le capital social des états consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)**

Détermination de la juste valeur

À la date d'acquisition, les actifs acquis identifiables sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'évaluation préliminaire des actifs incorporels de la Société a permis d'identifier des relations clients. La durée de vie utile attribuée aux relations clients a été estimée à 10 ans. Les hypothèses significatives utilisées dans la détermination des actifs incorporels, telles que définies par la direction, sont la croissance des ventes annuelles, le taux d'actualisation et la marge bénéficiaire d'exploitation avant amortissement.

Goodwill résultant du regroupement d'entreprises

Selon l'évaluation préliminaire de la direction, un montant de goodwill de 19,2 M \$ a été attribué à la transaction et provient principalement des synergies avec les autres activités de la Société, de la valeur économique de la main-d'œuvre acquise ainsi que des immobilisations incorporelles qui ne respectent pas les critères de comptabilisation distincte. Ces estimations peuvent être modifiées ou réévaluées par la direction.

Incidence du regroupement d'entreprises sur la performance financière de la Société

La perte nette de la Société pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 31 décembre 2019 comprend des revenus de 1,6 M \$ et un profit net de 0,4 M \$ générés par les activités de Genesys.

Si le regroupement d'entreprise avait été complété le 1^{er} juillet 2019, les revenus consolidés de la Société pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 auraient atteint 38,1 M \$ et le bénéfice net consolidé pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2019 aurait été de 0,2 M \$. Pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019, les revenus consolidés auraient atteint 66,3 M \$ tandis que la perte consolidée pour la même période aurait été de (1,0 M \$).

La Société considère les données pro forma comme une mesure approximative de la performance financière du regroupement d'entreprises sur une période de trois mois et de six mois. Toutefois, les informations pro forma ne tiennent pas compte des synergies ou des modifications apportées aux transactions historiques et ne représentent pas nécessairement les bénéfices de la Société si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} juillet 2019, ni les bénéfices pouvant être réalisés dans l'avenir.

Pour déterminer les revenus et le bénéfice consolidé pro forma de la Société si Genesys avait été acquis le 1^{er} juillet 2019, la Société a :

- calculé l'amortissement des immobilisations corporelles et des autres actifs incorporels acquis sur la base de la juste valeur résultant de la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises plutôt que de la valeur comptable comptabilisée dans les états financiers antérieurs à l'acquisition;
- ajusté les résultats financiers de la Compagnie des dépenses non-récurrentes afférentes au vendeur; et
- calculé une charge d'impôt supplémentaire reflétant les ajustements pro forma décrits ci-dessus.

B. Acquisition de Hays Utility South Corporation

Description du regroupement d'entreprises

Le 14 novembre 2018, la Société a conclu une convention d'achat d'actions portant sur l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de Hays Utility South Corporation (« Hays »), une société à capital fermé qui se spécialise dans la prestation de services de gestion d'actifs liés à l'eau et aux eaux usées pour le compte de services publics et municipaux de l'État du Texas. La date effective de l'acquisition est le 1^{er} décembre 2018.

H₂O Innovation a acquis Hays pour une contrepartie initiale en espèces de 6,0 M \$ (4,5 M \$US), un ajustement du fonds de roulement de 0,2 M \$ (0,2 M \$US), plus une contrepartie conditionnelle. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle, qui repose sur un niveau de revenu spécifique à atteindre sur une période de deux ans, a été estimée à 2,3 M \$ (1,8 M \$US), selon la meilleure estimation de la Société à la date d'acquisition. Le prix d'acquisition a été soumis

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

aux ajustements habituels du fonds de roulement à la date de clôture. Le calcul de l'ajustement du fonds de roulement s'élevant à 0,2 M \$ (0,2 M \$US) a été finalisé et payé par la Société au 30 juin 2019.

La Société a financé l'acquisition au moyen d'un placement privé par voie de prise ferme d'actions ordinaires de la Société pour un produit brut total d'environ 13,1 M \$, en vertu duquel 15 745 775 actions ordinaires de la Société ont été émises au prix de 0,83 \$ par action ordinaire. La Société a également émis un total de 642 710 bons de souscription incessibles aux preneurs fermes permettant à leurs porteurs d'acheter une action ordinaire par bon de souscription au prix de 0,83 \$, ces bons étant en vigueur jusqu'au 30 novembre 2020.

Cette acquisition vient compléter le projet débuté au cours de l'exercice financier 2015 à l'égard des services d'opération et de maintenance (« O&M ») et vient supporter l'acquisition d'Utility Partners en juillet 2016. Cette acquisition solidifie le modèle d'affaires de H₂O Innovation en y ajoutant des ventes récurrentes provenant du pilier O&M, qui sont prévisibles et qui contrebalancent ainsi l'imprévisibilité des revenus provenant des projets de traitement d'eau.

Répartition du prix d'acquisition à la date d'acquisition (1^{er} décembre 2018)

(en milliers de dollars canadiens)	Répartition finale
	\$
Actifs acquis	
Trésorerie	457
Débiteurs ⁽¹⁾	163
Actifs sur contrats	1 482
Stocks	156
Immobilisations corporelles	1 064
Autres actifs	221
Relations clients	6 424
Accords de non-concurrence	652
Marque de commerce	-
Passifs repris	
Créditeurs et charges à payer	(1 445)
Dettes à long terme	(347)
Passifs d'impôt différé	(1 667)
Actifs nets acquis identifiables	7 160
Goodwill résultant de l'acquisition	1 328
Juste valeur des actifs nets acquis	8 488
Contrepartie	
Trésorerie	5 954
Juste valeur de la contrepartie conditionnelle à payer	2 299
Ajustement du fonds de roulement	235
Contrepartie totale à payer	8 488
Contrepartie en espèces payée	5 954
Ajustement du fonds de roulement payé	235
Moins : trésorerie acquise	(457)
Flux de trésorerie nets à l'acquisition	5 732

(1) La juste valeur des débiteurs correspond au montant contractuel brut des débiteurs, et un montant estimatif non recouvrable de néant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

La répartition du prix d'acquisition présentée ci-dessus est définitive et constitue un résumé des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie payée à la juste valeur à la date d'acquisition. Elle a été complétée au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2019. La transaction initiale a été effectuée en dollars américains et convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

Depuis la répartition initiale, la Société a déterminé le fonds de roulement final de l'entreprise acquise et a également obtenu de nouvelles informations pour évaluer la juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles acquises. Compte tenu de ces nouveaux renseignements, la juste valeur de la contrepartie conditionnelle a été modifiée pour tenir compte du taux d'actualisation approprié.

Tous les actifs incorporels et le goodwill acquis ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt.

Frais liés à l'acquisition

Le coût total des frais liés à l'acquisition et à l'intégration se rapportant à l'acquisition de Hays sont de 0,7 M \$.

Détermination de la juste valeur

À la date d'acquisition, les actifs acquis identifiables sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'évaluation des immobilisations incorporelles de la Société a permis d'identifier des relations clients et des accords de non-concurrence. Les durées de vie d'utilité attribuées aux actifs sont de 10 ans pour les relations clients et entre 6 mois et 3 ans pour les accords de non-concurrence. Les hypothèses significatives utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, sont la croissance des ventes annuelle, le taux d'actualisation et la marge bénéficiaire d'exploitation avant amortissement.

Goodwill résultant du regroupement d'entreprises

Selon l'évaluation de la direction, un montant de goodwill de 1,3 M \$ a été attribué à la transaction et provient principalement i) des synergies avec les autres activités de la Société, ii) de la valeur économique de la main-d'œuvre acquise et, iii) des immobilisations incorporelles qui ne respectent pas les critères de comptabilisation distincte.

Goodwill provenant des regroupements d'entreprises

La variation de la valeur comptable se résume comme suit :

	Total
	\$
Solde au 30 juin 2018	14 511
Plus : Regroupement d'entreprises – Hays	1 328
Incidence des fluctuations du taux de change	(112)
Solde au 30 juin 2019	15 727
Plus : Regroupement d'entreprises – Genesys	19 181
Incidence des fluctuations du taux de change	(24)
Solde au 31 décembre 2019	34 884

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

4. Débiteurs

Aux	31 décembre 2019	30 juin 2019
	\$	\$
Créances clients	20 486	16 080
Retenues effectuées par des clients dans le cadre de contrats de projet	2 166	3 253
Provision pour créances douteuses	(60)	(65)
	22 592	19 268
Autres créances	14	172
	22 606	19 440

5. Stocks

Aux	31 décembre 2019	30 juin 2019
	\$	\$
Matières premières	724	847
Travaux en cours	370	262
Produits finis	6 291	5 630
	7 385	6 739

6. Emprunts bancaires

Le 28 octobre 2019, la Société a conclu une convention de crédit modifiée afin de mettre à jour la convention de crédit existante pour atteindre un montant autorisé maximal de 34,0 M \$, incluant deux (2) emprunts à terme d'un montant maximal de 17,0 M \$, lesquels sont décrits à la note 8 – *Dette à long terme*.

En vertu de cette convention de crédit modifiée, la Société a accès aux facilités de crédit suivantes :

- (i) Une facilité de crédit renouvelable d'un montant maximal de 12,0 M \$, pour laquelle un montant de 6,2 M \$ était utilisé au 31 décembre 2019. Les taux d'intérêts sur ces montants sont répartis de la façon suivante :
 - a. 3,1 M \$ (3,5 M \$ au 30 juin 2019) portant intérêt au taux d'Acceptation Bancaire plus 2,25 % (4,25 % au 31 décembre 2019 et 4,00 % au 30 juin 2019);
 - b. Néant (0,2 M \$ au 30 juin 2019) portant intérêt au taux préférentiel canadien plus 1,00 % (4,70 % au 30 juin 2019); et
 - c. 2,4 M \$US (3,1 M \$ au 31 décembre 2019 et 3,8 M \$ au 30 juin 2019) portant intérêt au taux Libor en \$ US plus 2,25 % (4,09 % au 31 décembre 2019 et 4,40 % au 30 juin 2019).
- (ii) Une facilité pour l'émission de lettres de crédit d'un montant maximal de 5,0 M \$ lui permettant d'émettre des lettres de crédit entièrement garanties par Exportation et développement Canada (« EDC »), pour laquelle un montant de 0,1 M \$ n'était pas disponible au 31 décembre 2019 (0,4 M \$ au 30 juin 2019) puisque des lettres de crédit en circulation avaient été émises par l'ancien prêteur de la Société et garanties par EDC. Un montant de 1,9 M \$ (0,8 M \$ au 30 juin 2019) était utilisé sur cette facilité de crédit au 31 décembre 2019.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

En plus des facilités de crédit mentionnées ci-haut, la Société a accès aux facilités de crédit supplémentaires suivantes :

- (i) Une facilité de couverture de 1,5 M \$ qui était inutilisée au 31 décembre 2019; et
- (ii) Une facilité de crédit permettant à la Société d'utiliser un montant maximal de 0,4 M \$ sur les cartes de crédit pour les dépenses connexes de la Société, dont un montant de 0,1 M \$ était utilisé au 31 décembre 2019 (0,1 M \$ au 30 juin 2019).

Afin de garantir ces facilités de crédit auprès du nouveau prêteur, la Société (et ses entités affiliées) a octroyé i) une hypothèque mobilière de premier rang sur tous ses actifs actuels et futurs d'un montant de 75,0 M \$ pour chaque constituant, et ii) une hypothèque immobilière de premier rang sur toutes les propriétés détenues par la Société.

Clauses restrictives

Au 31 décembre 2019, la Société respectait les ratios requis dans le cadre de sa convention de crédit, tel que décrit à la note 8 – *Dette à long terme*.

7. Crédoiteurs et charges à payer

Aux	31 décembre 2019	30 juin 2019
	\$	\$
Créditeurs	6 277	4 876
Autres charges à payer	8 283	7 388
	14 560	12 264

8. Dette à long terme

Aux	31 décembre 2019	30 juin 2019
	\$	\$
<i>Au coût amorti</i>		
Emprunt, libellé en dollars canadiens (a)(e)(f)	11 295	-
Emprunt, libellé en dollars canadiens (a)(e)(f)	3 351	3 980
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens (b)(e)	2 175	2 444
Emprunts auprès d'autres entités, libellé en dollars américains (c)	1 125	1 125
Emprunts auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens (d)	303	892
	18 249	8 441
Moins : tranche courante de la dette à long terme	3 171	1 863
Dette à long terme	15 078	6 578

(a) Emprunts

Le 28 novembre 2018, une convention de crédit a été conclue pour une facilité à terme d'un montant maximal de 5 000 \$ servant exclusivement à refinancer certains emprunts existants. Le 19 décembre 2018, la Société a demandé un retrait d'un montant de 4 743 \$, comprenant un montant de 4 400 \$ portant intérêt au taux d'Acceptation Bancaire plus 2,25 % (4,25 % au 31 décembre 2019 et 4,00 % au 30 juin 2019) et un montant de 343 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 1,00 % (4,95 % au 31 décembre 2019 et 4,70 % au 30 juin 2019). Cet emprunt est remboursable en 60 versements mensuels de 78 \$ en capital, et vient à échéance le 26 novembre 2023. Il est présenté déduction faite des frais de financement de 164 \$ (209 \$ au 30 juin 2019).

Le 28 octobre 2019, la Société a conclu une convention de crédit modifiée afin de mettre à jour la convention de crédit existante pour ajouter un emprunt d'une valeur de 12 000 \$ visant à financer l'acquisition de Genesys, prolonger l'échéance de certaines facilités de crédit et modifier certaines dispositions de la convention de crédit

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

existante. Le 15 novembre 2019, la Société a demandé un retrait de 12 000 \$, comprenant un montant de 11 600 \$ portant intérêt aux taux d'Acceptation Bancaire plus 2,25 % (4,26 % au 31 décembre 2019) et un montant de 400 \$ portant intérêt au taux préférentiel plus 1,00 % (4,95 % au 31 décembre 2019). Cet emprunt est remboursable en 32 versements trimestriels de 345 \$ en capital, et vient à échéance le 30 septembre 2027 (amortissement annuel de 12,5 % par année du montant en capital). Il est présenté déduction faite des frais de financement de 330 \$.

(b) Emprunt auprès d'autres entités

Le 18 juillet 2016, une entente a été conclue pour un emprunt d'une valeur de 5 000 \$, visant à financer l'acquisition d'Utility Partners. L'emprunt portait intérêt au taux préférentiel plus 2,5 % (6,45 % au 31 décembre 2019 et 6,45 % au 30 juin 2019). L'échéance et les versements mensuels ont été renégociés, à la suite d'un remboursement de 1 000 \$ effectué le 17 décembre 2018. L'emprunt est payable en 60 versements mensuels de 45 \$, et vient à échéance le 14 décembre 2023. Il est présenté déduction faite des frais de financement de 25 \$ (31 \$ au 30 juin 2019).

(c) Emprunts auprès d'autres entités

Dans le cadre de l'acquisition de Hays, la Société a assumé des emprunts totalisant 346 \$ (265 \$ US) pour le financement de matériel roulant. Les emprunts portent intérêt à des taux variant de 3,74 % à 6,59 % sont payables entre 36 et 48 versements mensuels totalisant 12 \$ (9 \$ US), capital et intérêts, et viennent à échéance de février 2019 à juillet 2022.

La Société a conclu des accords de financement totalisant 1 361 \$ (1 042 \$US) pour financer l'acquisition de matériel roulant et de la machinerie et équipement. Les emprunts portent intérêt à un taux variant de 0,99 % à 10,35 % sont payables entre 48 et 72 versements mensuels totalisant 29 \$ (22 \$US), capital et intérêts, et viennent à échéance de janvier 2023 à juin 2025.

(d) Emprunt auprès d'autres entités

La Société a conclu des accords de financement totalisant 514 \$. Les emprunts portent intérêt à des taux variant de 3,40 % à 8,63 % sont payables entre 36 et 99 versements mensuels totalisant 6 \$, capital et intérêts, et viennent à échéance d'août 2020 à juin 2027.

(e) Les conventions relatives à la dette à long terme exigent que la Société respecte les ratios financiers suivants :

- Ratio de dette sur BAIIA, défini comme la dette totale divisée par le BAIIA
 - inférieur à 3,50 :1,00 en tout temps jusqu'à la fin du trimestre de l'exercice financier se terminant le 30 juin 2020; et
 - inférieur à 3,00:1,00 en tout temps par la suite.
- Ratio de couverture des charges fixes, y compris tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement supérieur ou égal à 1,20:1,00 en tout temps.

(f) La dette à long terme est garantie par (i) une hypothèque mobilière de premier rang sur tous les actifs actuels et futurs de la Société et (ii) une hypothèque immobilière de premier rang sur toutes les propriétés détenues par la Société.

Clauses restrictives

Au 31 décembre 2019, la Société respectait les ratios requis dans le cadre de ses conventions de crédit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

9. Contrepartie conditionnelle

La variation de la valeur comptable de la contrepartie conditionnelle se résume comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2018	-
Contrepartie conditionnelle – Hays (note 3)	2 299
Plus : variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	248
Incidence des fluctuations du taux de change	(44)
Solde au 30 juin 2019	2 503
Plus : variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	211
Moins : paiement de la contrepartie conditionnelle	(1 487)
Incidence des fluctuations du taux de change	19
Solde au 31 décembre 2019	1 246

10. Capital social

Placement privé

Le 30 novembre 2018, la Société a émis, par un placement privé par voie de prise ferme, 15 745 775 actions ordinaires, pour un produit brut total de 13 069 \$ et des dépenses afférentes de 871 \$, pour un produit net de 12 198 \$. La Société a utilisé les produits de ces placements pour compléter l'acquisition de Hays (note 3) et pour supporter son fonds de roulement.

Le 14 novembre 2019, la Société a émis, par voie de placement public 13 335 000 unités, pour un produit brut de 12 421 \$ et des dépenses afférentes de 1 099\$, pour un produit net de 11 322\$. La Société a émis, par un placement privé par voie de prise ferme, 7 647 619 unités, pour un produit brut total de 7 124 \$ et des dépenses afférentes de 706 \$, pour un produit net de 6 418 \$. La Société a utilisé les produits de ces placements pour compléter l'acquisition de Genesys (note 3) et pour supporter son fonds de roulement.

Bons de souscription

Le 30 novembre 2018, la Société a émis un total de 642 710 bons de souscription incessibles aux preneurs fermes permettant à son porteur d'acheter une action ordinaire par bon de souscription au prix de 0,83 \$, lesquels sont en vigueur jusqu'au 30 novembre 2020. La valeur des bons de souscription a été établie selon le modèle d'évaluation Black & Scholes à 0,26 \$ par bon de souscription.

Les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur des bons de souscription selon le modèle d'évaluation Black & Scholes sont présentées dans le tableau suivant :

	30 novembre 2018
Nombre de bons de souscription	642 710
Dividendes prévus	0 %
Volatilité prévue	32 %
Taux d'intérêt sans risque	2,16 %
Durée de vie (années)	2
Juste valeur à la date d'octroi	0,260 \$

Le 15 novembre 2019, la Société a émis un total de 10 491 310 bons de souscription incessibles aux actionnaires du placement public et du placement privé concomitant permettant à son porteur d'acheter une action ordinaire par bon de souscription au prix de 1,40 \$, lesquels sont en vigueur jusqu'au 14 novembre 2021. La valeur des bons de souscription a été établie selon le modèle d'évaluation Black & Scholes à 0,237 \$ par bon de souscription.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

Le 15 novembre 2019, la Société a également émis un total de 923 796 bons de souscription incessibles aux preneurs fermes permettant à son porteur d'acheter une action ordinaire par bon de souscription au prix de 1,40 \$, lesquels sont en vigueur jusqu'au 14 mai 2021. La valeur des bons de souscription a été établie selon le modèle d'évaluation Black & Scholes à 0,184 \$ par bon de souscription.

Les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur des bons de souscription selon le modèle d'évaluation Black & Scholes sont présentées dans le tableau suivant :

	Actionnaires 15 novembre 2019	Preneurs fermes 15 novembre 2019
Nombre de bons de souscription	10 491 310	923 796
Dividendes prévus	0 %	0 %
Volatilité prévue	52,82%	51,50 %
Taux d'intérêt sans risque	1,53%	1,53 %
Durée de vie (années)	2	1,5
Juste valeur à la date d'octroi	0,237 \$	0,184 \$

Capital social

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires (soit des actions avec droit de vote et des actions participatives), sans valeur nominale.

Au 31 décembre 2019, la Société avait émis un total de 76 872 608 actions (55 889 989 au 30 juin 2019).

11. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

a) Dépenses par nature

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Matériel	10 173	10 148	18 212	18 416
Salaires et avantages sociaux	15 229	12 479	29 256	22 849
Sous-traitants et honoraires professionnels	2 665	2 249	4 698	4 262
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	986	567	1 813	1 236
Télécommunications et frais de transport	810	1 127	1 556	2 029
Compensation à base d'actions	54	75	114	158
Autres dépenses	1 030	1 396	1 889	2 332
Coût total des marchandises vendues, des frais généraux d'exploitation, des frais de vente et des frais administratifs	30 947	28 041	57 538	51 282
Amortissement des immobilisations corporelles des actifs au titre de droits d'utilisation (note 2 a)	691	288	1 380	567
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 018	793	1 984	1 492
Charges, y compris l'amortissement	32 656	29 122	60 902	53 341

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

b) Amortissement

La Société a choisi de présenter l'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés des résultats, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente et aux frais administratifs dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les trois mois et les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2019 et 2018; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, des frais généraux d'exploitation, des frais de vente et des frais administratifs si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les périodes susmentionnées.

Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	625	240	1 253	471
Frais généraux d'exploitation	1	1	3	2
Frais de vente	26	11	51	23
Frais administratifs	39	36	73	71
	691	288	1 380	567

Amortissement des actifs incorporels par fonction	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	223	149	446	296
Frais de vente	717	571	1 381	1 052
Frais administratifs	78	73	157	144
	1 018	793	1 984	1 492

Coûts par fonction incluant l'amortissement	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Coût des marchandises vendues	25 899	23 523	48 282	42 766
Frais généraux d'exploitation	1 699	1 247	3 086	2 576
Frais de vente	3 004	2 572	5 558	4 712
Frais administratifs	2 054	1 780	3 976	3 287
	32 656	29 122	60 902	53 341

c) Autres (gains) pertes - nets

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
(Gain) perte de change non réalisé(e)	(241)	(11)	(344)	44
Perte de change réalisée	87	50	194	11
Autres (gains) pertes	41	(15)	23	(29)
Variation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle	96	-	211	-
	(17)	24	84	26

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

12. Perte nette par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer la perte nette de base et diluée par action:

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
Perte nette	(909 \$)	(1 212 \$)	(1 945 \$)	(1 535 \$)
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	66 609 371	45 449 856	58 584 479	42 797 035
Perte nette de base et diluée par action	(0,014 \$)	(0,027 \$)	(0,033 \$)	(0,036 \$)

Éléments exclus du calcul de la perte nette de base et diluée par action, en raison de leur prix d'exercice supérieur au prix moyen du marché des actions ordinaires et de la période légale d'exercice relative aux bons de souscription.

	31 décembre 2019	30 juin 2019
Options d'achat d'actions	2 511 334	2 554 334
Bons de souscription	12 057 816	642 710

Pour les trois mois et les périodes de six mois terminées les 31 décembre 2019 et 2018, la perte nette diluée par action était la même que la perte nette de base par action étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription est anti-dilutif. Par conséquent, la perte nette diluée par action pour ces périodes a été calculé d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

13. Information sectorielle

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice financier 2019, la Société a entamé un réaménagement stratégique de sa structure organisationnelle. À la suite de ce réaménagement stratégique de sa structure organisationnelle, la Société a réévalué sa structure d'information financière sectorielle et, à compter du quatrième trimestre de l'exercice 2019, elle compte trois nouveaux secteurs d'information financière : i) les projets de traitement d'eau et des eaux usées, et services (« Projets et Services après-vente »); ii) les produits de spécialité, qui incluent une gamme complète d'équipement et de produits acéricoles, de produits chimiques de spécialité, de produits consommables et de produits spécialisés pour l'industrie du traitement de l'eau (raccords flexibles et filtres à cartouches) (« Produits de spécialité »); et iii) les services d'opération et de maintenance dédiés aux systèmes de traitement de l'eau et des eaux usées (« O&M »).

Avant le réaménagement stratégique de sa structure organisationnelle, la Société exerçait ses activités par l'entremise d'un seul secteur isolable, lequel offrait des systèmes de traitement d'eau et d'eaux usées, ainsi que des produits et services s'y rapportant.

Produits à partir desquels les secteurs isolables tirent leurs revenus

Pour des besoins de gestion, la Société compte trois piliers d'affaires fondées sur ses différents produits et services. La Société exerce ses activités par l'entremise de trois secteurs d'exploitation isolable : i) les projets de traitement d'eau et des eaux usées, et services (« Projets et Services après-vente »); ii) les produits de spécialité, qui incluent une gamme complète d'équipement et de produits acéricoles, de produits chimiques de spécialité, de produits consommables et de produits spécialisés pour l'industrie du traitement de l'eau (raccords flexibles et filtres à cartouches) (« Produits de spécialité »); et iii) les services d'opération et de maintenance dédiés aux systèmes de traitement de l'eau et des eaux usées (« O&M »).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

Le principal décideur opérationnel de la société évalue le rendement du secteur d'exploitation en fonction du bénéfice avant frais administratifs comme présenté à la direction interne, sur une base périodique.

Les revenus et les charges intersectoriels sont éliminés lors de la consolidation et se rapportent principalement aux ventes dans le secteur d'exploitation Produits de Spécialité. Les prix de transfert entre les secteurs d'exploitation sont indépendants d'une manière similaire aux transactions effectuées avec des tiers.

L'analyse suivante des résultats pour chacun des secteurs isolables utilisés par le principal décideur opérationnel de la Société figure au tableau suivant :

	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2019			
	Projets et Services après-vente	Produits de Spécialité	Opération et maintenance	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus provenant de clients externes :				
Revenus comptabilisés progressivement	4 038	-	15 575	19 613
Revenus comptabilisés à un moment précis	3 346	10 375	-	13 721
	7 384	10 375	15 575	33 334
Coût des marchandises vendues	5 926	6 329	12 796	25 051
Bénéfice brut avant les frais d'exploitation	1 458	4 046	2 779	8 283
Frais généraux d'exploitation	209	842	647	1 698
Frais de vente	898	974	389	2 261
Bénéfice avant les frais administratifs	351	2 230	1 743	4 324
Frais administratifs				1 937
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation				691
Amortissement des immobilisations incorporelles				1 018
Autres pertes - nettes				(17)
Frais d'acquisition et d'intégration et autres frais				1 291
Charges financières - nettes				610
Perte avant impôts sur le résultat				(1 206)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

	Période de six mois terminée le 31 décembre 2019			
	Projets et Services après-vente	Produits de Spécialité	Opération et maintenance	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus provenant de clients externes :				
Revenus comptabilisés progressivement	9 622	-	30 401	40 023
Revenus comptabilisés à un moment précis	5 967	15 567	-	21 534
	15 589	15 567	30 401	61 557
Coût des marchandises vendues	12 466	9 305	24 812	46 583
Bénéfice brut avant les frais d'exploitation	3 123	6 262	5 589	14 974
Frais généraux d'exploitation	411	1 436	1 236	3 083
Frais de vente	1 712	1 643	771	4 126
Bénéfice avant les frais administratifs	1 000	3 183	3 582	7 765
Frais administratifs				3 746
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation				1 380
Amortissement des immobilisations incorporelles				1 984
Autres pertes – nettes				84
Frais d'acquisition et d'intégration et autres frais				1 781
Charges financières – nettes				1 039
Perte avant impôts sur le résultat				(2 249)

	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2018			
	Projets et Services après-vente	Produits de Spécialité	Opération et maintenance	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus provenant de clients externes :				
Revenus comptabilisés progressivement	8 570	-	11 640	20 210
Revenus comptabilisés à un moment précis	3 296	5 872	-	9 168
	11 866	5 872	11 640	29 378
Coût des marchandises vendues	10 109	3 564	9 461	23 134
Bénéfice brut avant les frais d'exploitation	1 757	2 308	2 179	6 244
Frais généraux d'exploitation	162	629	455	1 246
Frais de vente	880	807	303	1 990
Bénéfice avant les frais administratifs	715	872	1 421	3 008
Frais administratifs				1 671
Amortissement des immobilisations corporelles				288
Amortissement des immobilisations incorporelles				793
Autres pertes – nettes				24
Frais d'acquisition et d'intégration et autres frais				403
Charges financières – nettes				969
Perte avant impôts sur le résultat				(1 140)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

	Période de six mois terminée le 31 décembre 2018			
	Projets et Services après-vente	Produits de Spécialité	Opération et maintenance	Total
	\$	\$	\$	\$
Revenus provenant de clients externes :				
Revenus comptabilisés progressivement	16 274	-	21 533	37 807
Revenus comptabilisés à un moment précis	5 864	10 078	-	15 942
	22 138	10 078	21 533	53 749
Coût des marchandises vendues	18 337	5 880	17 782	41 999
Bénéfice brut avant les frais d'exploitation	3 801	4 198	3 751	11 750
Frais généraux d'exploitation	370	1 293	911	2 574
Frais de vente	1 616	1 386	635	3 637
Bénéfice avant les frais administratifs	1 815	1 519	2 205	5 539
Frais administratifs				3 072
Amortissement des immobilisations corporelles				567
Amortissement des immobilisations incorporelles				1 492
Autres pertes – nettes				26
Frais d'acquisition et d'intégration et autres frais				436
Charges financières – nettes				1 500
Perte avant impôts sur le résultat				(1 554)

Informations géographiques

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Revenus provenant de clients externes				
Revenus par secteur géographique				
Canada	3 488	4 561	7 018	8 753
États-Unis	23 040	22 947	45 751	41 075
Espagne	1 151	89	1 220	251
Chili	888	86	924	205
Arabie Saoudite	1 596	6	2 061	88
Autres	3 171	1 689	4 583	3 377
	33 334	29 378	61 557	53 749

Les revenus sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

Aux	31 décembre 2019	30 juin 2019
	\$	\$
Actifs non courants excluant les autres actifs, les instruments financiers et les actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	8 196	7 006
États-Unis	41 681	37 240
Royaume-Uni	27 617	-
	77 494	44 246

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en milliers de dollars canadiens à l'exception des informations par action) (non audités)

14. Information sur les parties liées

a) Prêts à des parties liées

Suivant les approbations nécessaires des actionnaires désintéressés de la Société lors de l'assemblée annuelle des actionnaires qui s'est tenue le 15 novembre 2016, la Société a octroyé à certains membres de la haute direction des prêts individuels totalisant 1 250 \$ (les « prêts »), effectifs le 26 juillet 2016, pour leur permettre d'acquérir des actions ordinaires dans le cadre du placement privé additionnel. Ces prêts sont remboursables en un versement le jour du 8^e anniversaire de la date effective et ils peuvent être remboursés entièrement à n'importe quel moment avant la fin du terme, sans pénalité. Ces prêts portent intérêt au taux de 2,5 %, payable mensuellement. Ils sont garantis par une hypothèque conventionnelle avec dépossession des actions ordinaires acquises. La juste valeur des actions ordinaires sous-jacentes détenues pour garantir ces prêts était de 1 031 \$ au 31 décembre 2019 (1 146 \$ au 30 juin 2019).

Un montant de 8 \$ a été versé à la Société relativement à ces prêts et enregistré à titre de produits financiers dans les états consolidés des résultats pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2019 et 16 \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2019 (8 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2018 et 16 \$ pour la période de six mois terminée le 31 décembre 2018).

b) Rémunération des membres de la haute direction et du conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente la rémunération des membres de la haute direction et du conseil d'administration durant la période:

	Périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Périodes de six mois terminées les 31 décembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Avantages à court terme ⁽¹⁾	676	659	948	901
Avantages postérieurs à l'emploi ⁽²⁾	36	33	72	61
Paielements fondés sur des actions	54	75	114	158
	766	767	1 134	1 120

¹⁾ Les avantages à court terme incluent principalement les salaires, les primes et les autres avantages non monétaires.

²⁾ Les avantages postérieurs à l'emploi incluent les cotisations de la Société au régime d'options d'achat d'actions.

Les montants présentés dans le tableau ci-dessus sont les montants comptabilisés à titre de charges au cours de l'exercice, et sont attribuables aux membres de la haute direction et aux membres du conseil d'administration.

La rémunération des principaux dirigeants et du conseil d'administration est déterminée par le comité de rémunération, gouvernance et risques d'après le rendement des individus et les tendances du marché.

15. Données comparatives

Certaines données comparatives ont été reclassées pour respecter la présentation des données de la période courante.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Conseil d'administration

Lisa Henthorne, présidente du conseil d'administration ⁽¹⁾⁽³⁾

Robert Comeau, administrateur ⁽¹⁾⁽²⁾

Pierre Côté, administrateur ⁽⁴⁾

Stéphane Guérin, administrateur

Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur

Richard Hoel, administrateur et vice-président du conseil d'administration ⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾

René Vachon, administrateur ⁽²⁾⁽³⁾

Direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction ⁽⁴⁾

Marc Blanchet, chef de la direction financière

Guillaume Clairet, chef de l'exploitation ⁽⁴⁾

Edith Allain, Secrétaire

Denis Guibert, vice-président et directeur général, Projets ⁽⁵⁾

Gregory Madden, vice-président et directeur général, Services après-vente

Rock Gaulin, vice-président et directeur général, érablière

William Douglass, vice-président et directeur général, O&M ⁽⁶⁾

⁽¹⁾ Comité exécutif

⁽²⁾ Comité d'audit

⁽³⁾ Comité de gouvernance, rémunération et risques

⁽⁴⁾ Comité de projets, opération et innovation

⁽⁵⁾ Projets de systèmes de traitement d'eau et d'eaux usées

⁽⁶⁾ Opération et maintenance

Conseillers

Elisa Speranza ⁽³⁾⁽⁴⁾

Leonard Graziano ⁽⁴⁾

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeurs indépendants

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Agent de transfert

Société de fiducie AST (Canada)

BUREAUX ET USINES

Siège social

330, rue St-Vallier Est, bureau 340

Québec (Québec) G1K 9C5

Téléphone : 418-688-0170

Télécopieur : 418-688-9259

investisseur@h2oinnovation.com

www.h2oinnovation.com

Usines

201, 1^{re} Avenue

Ham-Nord, Québec, G0P 1A0

1048 La Mirada Court

Vista, Californie 92081

8900, 109th Ave N, Suite 1000

Champlin, Minnesota 55316

3a Aston Way

Middlewich, Cheshire, CW10 0HS UK

Bureaux

1046, 18th Ave SE

Calgary, Alberta, T2G 1L6

5500, North Service Road, Suite 207

Burlington, Ontario, L7L 6W6

6 Barroeta Aldamar

48001 Bilbao, Spain

1710 23rd Avenue

Gulfport, Mississippi 39501

7220 S. Cinnamon Road, Suite 110

Las Vegas, Nevada 89113

2200 Sciaaca Road

Spring, Texas 77373